Financer sous contrainte
Dynamiques, inégalités et résilience des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone

Financer sous contrainte

Dynamiques, inégalités et résilience des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone

ⵜⵉⵡⵉⵣⴰ
Tiwiza
التويزة

Tiwiza parle de l'effort collectif d'une communauté pour s'entraider. Ainsi, Tiwiza est devenu une initiative régionale de l'Afrique du Nord, qui vise la résilience, la documentation et l'entraide des mouvements et des personnes queers au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Tiwiza est une famille, un espace de sécurité et de reconnaissance construit grâce à plusieurs organisations locales qui ont apporté le courage, l'engagement et l'amour nécessaire pour s'embarquer dans cette aventure.
www.tiwiza.org

EGIDES

Égides est une alliance internationale francophone qui travaille à faciliter la rencontre et la mobilisation internationale des organisations et activistes LGBTQI francophones, à assurer leur accès à des ressources techniques en français pour le renforcement de leurs capacités et de leurs actions, et à favoriser la disponibilité de financements accessibles et adaptés aux enjeux, besoins et priorités des communautés LGBTQI dans les espaces francophones.
www.egides.org

Les propos dans ce rapport n'engagent que leurs auteur.ice.s et ne reflètent pas nécessairement les positions d'Égides ou de ses partenaires.

GLOBAL
PHILANTHROPY
PROJECT

Global Philanthropy Project (GPP) est un partenariat entre des bailleurs de fonds et des conseillers en philanthropie qui œuvrent à renforcer le soutien philanthropique mondial afin de faire progresser les droits humains des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) dans les pays du Sud et de l'Est.
https://globalphilanthropyproject.org/

Table des matières

I Résumé 5

II. Méthodologie 9

1. Limites méthodologiques 10

III. Tendances globales et francophones du financement LGBTQI+ 11

1. Contexte mondial des financements LGBTQI+ 12
2. Données GPP : Monde et Francophonie 16
3. Données GPP : MENA et Maghreb 18
4. Typologie des bailleurs actifs au Maghreb 22

IV. Dynamiques politiques, sécuritaires et anti-droits au Maghreb 27

1. Rétrécissement accéléré de l'espace civique 28
2. Maroc : répression diffuse, judiciarisation de la dissidence et instrumentalisation de la morale 29
3. Algérie : architecture répressive intégrée et criminalisation totale de l'espace public 30
4. Tunisie : effondrement de l'État de droit et instrumentalisation autoritaire de la morale 31

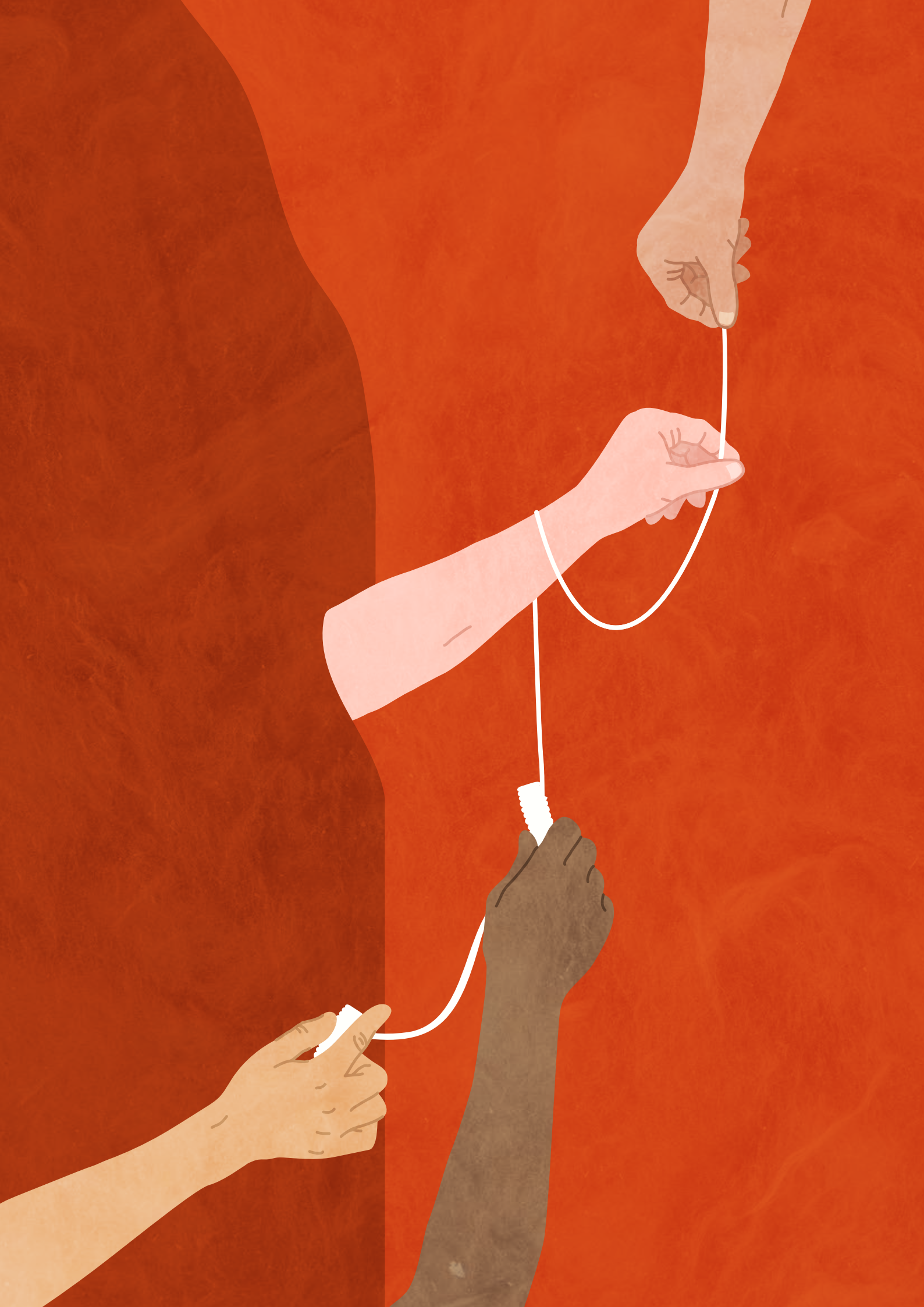
V. Dynamiques régionales du financement LGBTQI+ en Afrique du Nord 33

1. Une région hyper-politisée mais structurellement sous-financée 35
2. Le fardeau administratif comme mécanisme de tri et de contrôle 37
3. Recomposition des financements 40
4. Gatekeeping, hiérarchies francophones et production structurelle de l'invisibilité 42

VI. Recommandations 46

1. Recommandations aux bailleurs internationaux et bilatéraux 48
2. Recommandations aux fonds féministes, queer et francophones 49
3. Recommandations aux intermédiaires et organisations de regranting 50
4. Recommandations transversales 51

VII. Glossaire 52



Résumé

Résumé

Ce rapport analyse les dynamiques de financement des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone, avec un focus sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Il s'inscrit dans un contexte de contraction globale des financements dédiés aux droits humains, de rétrécissement accéléré de l'espace civique et de montée des offensives anti-droits, affectant de manière disproportionnée les organisations féministes et LGBTQI+ du Sud global. L'analyse repose sur des entretiens semi-directifs menés en 2025, complétés par les données du Global Philanthropy Project (GPP)[1], une revue approfondie de rapports de bailleurs et d'organisations de défense des droits humains, ainsi qu'une analyse juridique et politique des contextes nationaux.

À l'échelle mondiale, les financements spécifiquement dédiés aux personnes et organisations LGBTQI+ représentent moins de 0,4 % de la philanthropie internationale, soit environ 39 centimes pour 100 dollars (USD) distribués. Cette rareté structurelle est aujourd'hui aggravée par des décisions budgétaires majeures prises par plusieurs bailleurs bilatéraux historiques. Aux États-Unis, la restructuration de l'USAID a entraîné l'annulation d'environ 86 % des programmes, représentant près de 76 milliards USD, affectant directement les mécanismes de soutien à la société civile et aux droits sexuels et reproductifs. Aux Pays-Bas, plus de 70 % des financements destinés au renforcement de la société civile internationale ont été supprimés, tandis que la Suède a annoncé une réduction de 3 milliards SEK de son aide publique au développement sur la période 2026-2028. Ces choix ont des effets immédiats sur les mécanismes de regranting et sur les organisations du Sud global.

Les données du GPP montrent que les territoires francophones ne reçoivent qu'environ 1 % des financements LGBTQI+ mondiaux, révélant une marginalisation à la fois géographique, linguistique, historique et politique. Dans la région MENA[2], les financements LGBTQI+ sont passés d'environ 6,9 millions USD en 2013-2014 à 15,3 millions USD en 2021-2022, mais cette progression masque de fortes inégalités internes. Le Maghreb n'a reçu qu'environ 4,66 millions USD cumulés sur la période 2013-2022, soit près de 10 % du total MENA, avec une volatilité marquée. En 2021-2022, alors que les financements MENA ont augmenté de 67 %, la part du Maghreb[3] a chuté à 8,2 %, illustrant une marginalisation persistante.

1. Global Philathropy Project, https://globalphilanthropyproject.org/

2. MENA : acronyme de Middle East and North Africa (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Terme désignant un ensemble de pays d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, incluant notamment la péninsule Arabique, le Levant et l'Iran.

3. Désignant la région ouest de l'Afrique du Nord, comprenant généralement le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

Au niveau national, les données du GPP sur la période 2013-2022 montrent une répartition inégale des financements LGBTQI+ au sein du Maghreb. La Tunisie détient la part la plus importante, avec 3 002 146 USD, soit 6,5 % du total MENA, répartis sur 113 subventions, pour un montant moyen de 26 568 USD par subvention. Le Maroc a reçu 1 230 215 USD sur la même période, représentant 2,7 % du total MENA, à travers 65 subventions d'un montant moyen de 18 926 USD. L'Algérie demeure nettement à la traîne, avec un montant cumulé de 430 126 USD, soit 0,9 % du total de la région MENA, réparti en 22 subventions d'un montant moyen de 19 551 USD. Au total, le Maghreb a capté 4 662 487 USD entre 2013 et 2022, soit environ 10,1 % des financements LGBTQI+ alloués à la région MENA.

Le rapport met en évidence que l'accès au financement dépend moins du niveau de risque ou des besoins communautaires que de la capacité des organisations à répondre à des exigences administratives, linguistiques et institutionnelles élevées. Le fardeau administratif agit comme un mécanisme de sélection indirect, favorisant les organisations les plus professionnalisées et marginalisant les collectifs informels, dirigés par des personnes trans, jeunes ou opérant dans des contextes linguistiques minorés. Ces dynamiques sont renforcées par des pratiques de contrôle d'accès (gatekeeping), de centralisation de l'information et de concentration des relations avec les bailleurs au sein d'un nombre limité d'acteurs intermédiaires.

L'analyse souligne également l'impact croissant des dynamiques géopolitiques sur l'accès aux financements. En référence aux conclusions de plusieurs instances internationales établissant qu'un génocide[4] est en cours à Gaza[5], des organisations féministes et LGBTQI+ de la région ont vu leurs subventions suspendues ou interrompues en raison de leurs prises de position publiques, révélant l'émergence de conditionnalités politiques implicites, notamment de la part de certains bailleurs européens et nord-américains. Cette tendance est documentée tant par les entretiens que par des analyses récentes d'organisations de défense des droits humains.

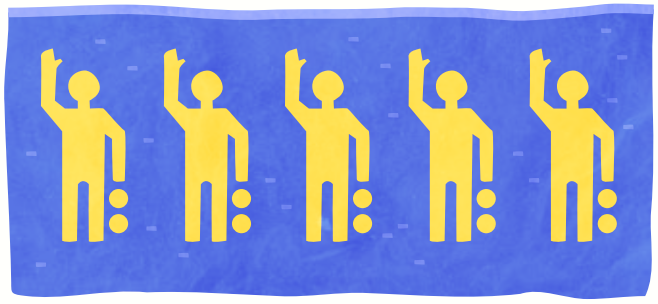
4. OHCHR press release (16 sept. 2025) Israel has committed genocide in the Gaza Strip, UN Commission finds, confirmant que la Commission indépendante d'enquête a conclu qu'Israël a commis un génocide contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, en se fondant sur la Convention de 1948 sur le génocide. https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/09/israel-has-committed-genocide-gaza-strip-un-commission-finds

5. UN Special Rapporteur (20 oct. 2025) Gaza Genocide: a collective crime, rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, qualifiant le génocide à Gaza de crime collectif et analysant la complicité d'États tiers dans la perpétration et le maintien de ce crime. https://www.un.org/unispal/document/special-rapporteur-report-gaza-genocide-a-collective-crime-20oct25/

Face à ces contraintes, les organisations LGBTQI+ d'Afrique du Nord développent des stratégies de résilience financière et organisationnelle adaptées à des contextes juridiquement hostiles. En Algérie, la survie repose sur des formes d'organisation informelles, hautement sécurisées et fragmentées. En Tunisie, les collectifs adoptent des configurations hybrides pour gérer les risques administratifs et politiques. Au Maroc, les organisations développent des architectures financières et organisationnelles adaptées à un environnement juridiquement hostile, fondées sur la solidarité, la confiance interpersonnelle et des formes de structuration alternatives à l'enregistrement explicitement LGBTQI+. Ces pratiques ne relèvent pas d'une logique d'évitement opportuniste, mais constituent des réponses politiques et pragmatiques à l'absence de cadres juridiques et bancaires adaptés.

Le rapport souligne enfin le rôle central des fonds féministes et queers, qui demeurent les principaux soutiens des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone. Leur flexibilité administrative, leur attention aux enjeux linguistiques et leur capacité à opérer dans des contextes à haut risque contrastent avec les modèles institutionnels dominants. Toutefois, ces fonds restent sous-capitalisés et fortement exposés à la contraction globale des ressources.

En conclusion, ce rapport met en évidence la nécessité de renforcer des modèles de financement pluriannuels, flexibles, multilingues et contextualisés, fondés sur une compréhension fine des réalités politiques et sécuritaires locales. Sans une transformation structurelle des pratiques de financement, les hiérarchies administratives, linguistiques et géopolitiques continueront de produire l'invisibilisation et la précarisation des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone.



II Méthodologie

Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur une méthodologie qualitative et analytique combinant des entretiens semi-directifs, l'analyse de données secondaires et une revue documentaire ciblée. Il vise à analyser les dynamiques de financement des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone, avec un focus sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

L'analyse repose sur quatorze entretiens semi-directifs menés en 2025 avec des acteur·rices clés de l'écosystème du financement LGBTQI+, incluant des bailleurs de fonds internationaux et régionaux, des fonds féministes et queers, des organisations intermédiaires de redistribution de regranting, ainsi que des organisations et collectifs LGBTQI+ locaux, formels et informels. Pour des raisons de sécurité, l'ensemble des entretiens a été conduit de manière anonyme et via des plateformes sécurisées, principalement Jitsi et Signal. Les entretiens ont été menés directement par la personne en charge de la recherche, sans intermédiaire ni traduction, en darija, français et anglais, selon la langue de travail des personnes interviewées. Ils ont porté sur les modalités d'accès aux financements, les exigences administratives et linguistiques, les contraintes sécuritaires, les effets des dynamiques géopolitiques récentes, ainsi que les stratégies de contournement et de résilience développées par les organisations locales.

Cette analyse qualitative est complétée par l'exploitation des données du GPP, permettant une lecture comparative du volume et de la répartition géographique des financements LGBTQI+. Le rapport mobilise également une revue documentaire de rapports institutionnels et militants, ainsi qu'une analyse juridique et politique des cadres nationaux régissant les libertés associatives, les financements étrangers et la criminalisation des personnes LGBTQI+ dans les pays étudiés. L'ensemble de l'analyse adopte une approche féministe, intersectionnelle et décoloniale, attentive aux rapports de pouvoir qui structurent l'accès aux ressources, la production de légitimité et la visibilité des mouvements LGBTQI+ dans des contextes politiques et sécuritaires contraignants.

1. Limites méthodologiques

Les résultats de ce rapport doivent être lus comme une analyse située d'un écosystème de financement caractérisé par l'opacité structurelle, la fragmentation des flux et des contraintes sécuritaires élevées. L'anonymisation des entretiens et l'usage de plateformes sécurisées, indispensables pour protéger les personnes et les organisations, limitent l'attribution précise de certaines pratiques à des dispositifs spécifiques et réduisent la possibilité de triangulation publique. Par ailleurs, une part importante des financements dans la région transite par des mécanismes informels, indirects ou non documentés, qui échappent partiellement aux bases de données disponibles, y compris celles du GPP. L'analyse privilégie donc l'identification de dynamiques structurelles (administratives, linguistiques, géopolitiques et relationnelles) et de leurs effets sur les mouvements, plutôt qu'une quantification totale des flux.

III

Tendances globales et francophones du financement LGBTQI+

Tendances globales et francophones du financement LGBTQI+

1. Contexte mondial des financements

À l'échelle mondiale, les financements dédiés aux droits et au bien-être des personnes LGBTQI+ traversent une phase de contraction inédite. Après une période de consolidation progressive dans les années 2010, portée par des engagements accrus de bailleurs bilatéraux et de fondations privées, **la tendance actuelle est marquée par une réduction des ressources disponibles, une instabilité accrue et une fragilisation des mécanismes de soutien structurels.** Cette évolution s'explique à la fois par des choix budgétaires nationaux et par l'offensive croissante de coalitions anti-droits qui contestent la légitimité même de ces financements.

Cette contraction se reflète également dans les dynamiques observées au niveau des organismes intermédiaires. Le dernier rapport du GPP, *Shocks & Shifts : Impact of major donor funding cuts on LGBTI intermediary infrastructure* (2025)[6], documente une réduction moyenne de 25 % des budgets de redistribution LGBTQI+ depuis 2024, avec des baisses encore plus marquées parmi les principaux intermédiaires opérant dans les pays du Sud et de l'Est globaux. Dans la région MENA, trois des cinq principaux bailleurs intermédiaires, représentant 41 % des subventions attribuées dans la région en 2021-2022, ont signalé une diminution de leurs budgets régionaux. Le rapport souligne en outre l'affaiblissement préoccupant des mécanismes de financement d'urgence, notamment après la cessation du programme Dignity for All, ce qui fragilise directement les acteur·rices exposé·es à des risques sécuritaires accrus.

Ces évolutions traduisent non seulement une baisse quantitative des ressources, mais une transformation qualitative de l'infrastructure de soutien, avec un impact particulièrement sévère sur les dispositifs de sécurité et de réponse rapide.

6. Global Philanthrophy Project (GPP), Shocks & Shifts: Impact of major donor funding cuts on LGBTI intermediary infrastructure (2025), https://globalphilanthropyproject.org/2025/11/26/shocks-shifts-summary-report/

États-Unis : La dissolution de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en 2025 constitue un tournant majeur. L'intégration de l'agence au Département d'État s'est traduite par l'annulation de près de 86 % des programmes, représentant environ 76 milliards USD[7]. Les coupes ont touché en priorité la société civile, la gouvernance démocratique, l'État de droit, la santé reproductive et l'éducation de base, avec des réductions allant de 85 à 100%[8]. Les financements bilatéraux destinés au Maroc (32 millions USD) et à la Tunisie (51 millions USD) ont été entièrement supprimés[9]. Ce retrait met en péril des mécanismes structurants tels que le Global Equality Fund, qui avait mobilisé plus de 100 millions USD depuis 2011 pour soutenir des organisations LGBTQI+ dans plus de 100 pays[10]. Les effets sont immédiats ; suspension de centaines de sous-subventions, fermeture de programmes essentiels (santé VIH, santé mentale, aide juridique, documentation des violations) et licenciements massifs dans des dizaines d'organisations à travers le monde[11].

Pays-Bas : En novembre 2024, le gouvernement néerlandais a annoncé une réduction de plus de 70 % de la ligne budgétaire consacrée au renforcement de la société civile internationale, passant de 1,4 milliard à 400 millions d'euros[12]. Les lignes spécifiques dédiées aux droits des femmes et à l'égalité de genre ont été entièrement supprimées[13]. Ce choix met fin à un rôle historique de leadership progressiste qui avait permis le financement pluriannuel de mouvements féministes et LGBTQI+ à travers des programmes phares tels que *Power of Pride ou Leading from the South*. Les conséquences sont directes pour les organisations du Sud global, créant ainsi une disparition des financements de base, effondrement des canaux de redistribution via des ONG néerlandaises (Rutgers, COC Nederland, HIVOS, CHOICE), et marginalisation accrue de régions déjà peu prioritaires comme l'Afrique du Nord[14].

7. DonorTracker, US Government cuts USAID staff and funding, 2025.
https://donortracker.org/policy_updates?policy=us-government-cuts-usaid-staff-to-15-positions-releases-additional-details-on-funding-cuts
8. Center for Global Development, USAID Cuts: New Estimates at Country Level, 2024.
https://www.cgdev.org/blog/usaid-cuts-new-estimates-country-level
9. Ibid
10. OutRight International, Defunding Freedom: Impacts of US Foreign Aid Cuts on LGBTIQ+ People Worldwide 2.0, 2025. Disponible sur :
https://outrightinternational.org/sites/default/files/2025-02/Defunding%20Freedom_Impacts_US_Foreign_Aid_Cuts_on_LGBTIQ_People_Worldwide_2.pdf
11. Ibid.
12. Government of the Netherlands, First development budget cuts announced: overhaul of grants for NGOs, 2024.
https://www.government.nl/latest/news/2024/11/11/first-development-budget-cuts-announced-overhaul-of-grants-for-ngos?utm_s.com
13. Rutgers International, Netherlands risks setback in women's rights and equality due to budget cuts, 2025. Disponible sur :
https://rutgers.international/news/netherlands-risks-setback-in-womens-rights-and-equality-due-to-budget-cuts/
14. Rutgers International, Sexual health and rights of women, girls, and LGBTQI+ people worldwide endangered by Dutch government budget cuts, 2024

Suède : En septembre 2024, Stockholm a annoncé une réduction de 3 milliards SEK (≈ 294 millions USD à l'époque) de son aide publique au développement (APD) annuelle pour la période 2026-2028[15]. Si la Suède maintient son attachement au multilatéralisme et à l'État de droit, l'analyse sectorielle révèle un recul significatif de la priorité accordée à l'égalité de genre. La part de l'APD bilatérale consacrée à l'égalité de genre comme objectif principal est passée de 18 % en 2021 à 10 % en 2024, son niveau le plus bas depuis 2010[16]. En valeur absolue, cela représente une contraction de 5 milliards SEK sur les programmes ayant l'égalité de genre pour objectif, dont 2 milliards SEK sur les financements exclusivement dédiés. Cette tendance réduit l'espace pour des projets autonomes portés par des organisations féministes et LGBTQI+, au profit d'approches transversales où la visibilité et le suivi de ces enjeux deviennent incertains[17].

La combinaison de ces décisions produit trois effets majeurs :

1. La disparition progressive du financement de base et de long terme au profit de projets courts et hyper-thématiques, mal adaptés aux besoins de consolidation institutionnelle et de sécurité des activistes.
2. La dé-priorisation des droits sexuels et reproductifs, de l'égalité de genre et de l'inclusion LGBTQI+ dans les cadres budgétaires, entraînant un risque d'invisibilisation dans le suivi statistique et l'allocation effective des fonds.
3. La fragilisation des mécanismes multilatéraux de financement, affaiblis par les coupes américaines aux agences des Nations Unies et par les tensions budgétaires au sein du système international.

Ces dynamiques mondiales traduisent un recul préoccupant des engagements internationaux en faveur des droits humains, et en particulier des droits LGBTQI+. Elles contribuent à renforcer la vulnérabilité des mouvements dans les régions les plus exposées, telles que l'Afrique du Nord, où les ressources accessibles étaient déjà structurellement limitées.

15. DonorTracker, Sweden slashes ODA budget amid domestic priorities, 2024. Disponible sur : https://donortracker.org/policy_updates?policy=sweden-slashes-oda-budget-amid-domestic-priorities-2024
16. Kvinna till Kvinna Foundation, Sweden's Development Assistance for Gender Equality, 2025. Disponible sur : https://kvinnatillkvinna.org/wp-content/uploads/2025/05/The-Kvinna-till-Kvinna-Foundation-Swedens-development-assistance-for-gender-equality.pdf
17. OECD, Development Co-operation Profiles: Sweden, 2025. Disponible sur : https://www.oecd.org/en/publications/development-co-operation-profiles_04b376d7-en/sweden_557d7c2d-en.html

Canada : Le Canada demeure un acteur public central du financement des droits LGBTQI+, tant à l'international qu'au niveau domestique, à travers une combinaison de programmes structurants et de mécanismes plus flexibles. En Afrique du Nord, cet engagement se traduit notamment par le projet Tiwiza, piloté par Égides et financé par Affaires mondiales Canada, pour un montant maximal de 1,44 million CAD (≈ 1,06 million de dollars américains) sur la période 2024-2026. Ce programme vise explicitement le renforcement de la résilience des mouvements LGBTQI+ au Maroc, en Algérie et en Tunisie, à travers le soutien direct à des initiatives locales, la prise en compte de la santé mentale et de la sécurité des militant·es, ainsi que le renforcement des réseaux régionaux et internationaux de plaidoyer[18].

En parallèle, le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) constitue un canal complémentaire, plus décentralisé et à échelle réduite, mobilisant des enveloppes annuelles pour des projets locaux intégrant, entre autres priorités, l'inclusion des personnes 2SLGBTQI+. Pour la période 2024-2025, le FCIL a mobilisé 400 000 CAD pour le Maroc (Rabat), 270 000 CAD pour la Tunisie, et 250 000 CAD pour l'Algérie, dans le cadre de projets multisectoriels alignés sur la Politique d'aide internationale féministe du Canada. Bien que ces financements ne soient pas exclusivement dédiés aux enjeux LGBTQI+, ils intègrent explicitement les dimensions d'inclusion, de diversité, de droits humains et de gouvernance inclusive, offrant ainsi des opportunités indirectes, mais stratégiques pour des organisations locales opérant dans des contextes fortement contraints[19] [20] [21].

18. Gouvernement du Canada, Projet Égides – Renforcement des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord, Affaires mondiales Canada (CA-3-P013736001) : https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/P013736001
19. Gouvernement du Canada, Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) – Rabat, Maroc (CA-3-P014221060) : https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/p014221060
20. Gouvernement du Canada, Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) – Tunis, Tunisie (CA-3-P014221069) : https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/p014221069
21. Gouvernement du Canada, Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) – Alger, Algérie (CA-3-P014221006) : https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/p014221006

2. Données GPP : Monde et Francophonie

Les données produites par le GPP à travers le *Global Resources Report (GRR)* constituent la source la plus complète pour appréhender la réalité du financement LGBTQI+ à l'échelle internationale. Le dernier cycle (2021-2022) indique qu'il y a eu plus de 8 000 bénéficiaires de subventions, soit une augmentation de 35 % par rapport aux périodes précédentes, ce qui témoigne d'un élargissement de la base des bénéficiaires[22]. Toutefois, cette croissance quantitative ne doit pas masquer la faiblesse structurelle des financements disponibles. En effet, **les subventions spécifiquement destinées aux communautés LGBTQI+ demeurent marginales dans l'ensemble de la philanthropie, représentant moins de 0,4 % des financements des fondations.** Cette estimation repose sur une comparaison avec le volume total des dons des fondations américaines documenté par le *Giving USA Annual Report on Philanthropy*, faute de données mondiales consolidées comparables. Autrement dit, pour chaque 100 dollars distribué par les fondations, moins de 39 cents sont affectés à des initiatives LGBTQI+. Ce chiffre constitue une estimation haute et serait probablement encore plus faible si l'ensemble des financements philanthropiques mondiaux pouvait être pris en compte dans la comparaison[23].

Par ailleurs, **la répartition géographique de ces financements demeure fortement inégale.** Selon le *Global Resources Report* 2021-2022, 57% des financements mondiaux LGBTQI+ sont concentrés en Amérique du Nord, tandis que l'Europe occidentale en capte 4 %, ce qui signifie qu'environ 61% des ressources sont allouées à ces deux régions[24]. À l'inverse, **seulement 32% des financements sont orientés vers les pays du Sud et de l'Est globaux, régions qui abritent pourtant près de 90% de la population mondiale et concentrent une grande partie des contextes de criminalisation et de vulnérabilité.** Cette marginalisation se trouve aggravée par les dynamiques récentes de contraction budgétaire, en particulier les coupes massives aux États-Unis et aux Pays-Bas, qui ont réduit encore davantage les canaux de financement accessibles aux organisations des régions déjà sous-dotées.

Dans ce contexte global de rareté, **la situation des territoires francophones est particulièrement préoccupante.** Le rapport conjoint Égides-GPP (2023) révèle que seulement 1 % des financements LGBTQI+ mondiaux sont alloués à des contextes francophones[25]. Ce chiffre extrêmement bas reflète une double marginalisation, d'une part, l'exclusion structurelle des régions du Sud global des circuits principaux de financement ; d'autre part, la faible reconnaissance par les bailleurs internationaux des spécificités linguistiques et contextuelles de la francophonie.

22. Global Philanthropy Project, *Global Resources Report: Government and Philanthropic Support for Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Intersex Communities*, 2021-2022. Disponible sur : http://globalphilanthropyproject.org/grr2021-22

23. Global Philanthropy Project, *Global Resources Report: Government and Philanthropic Support for Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Intersex Communities*, 2021-2022. Disponible sur : http://globalphilanthropyproject.org/grr2021-22

24. Ibid

25. Égides & Global Philanthropy Project, *Rapport sur les ressources mondiales LGBTQI+ dans la francophonie*, 2023. Disponible sur : https://globalphilanthropyproject.org/2023/05/16/francophone-perspective/

La barrière de la langue, la complexité administrative des mécanismes de financement, ainsi qu'une méconnaissance des dynamiques propres aux mouvements LGBTQI+ francophones contribuent à cette invisibilisation.

Dans de nombreux cas, les organisations francophones peinent à accéder directement aux fonds internationaux et doivent dépendre d'intermédiaires anglophones, ce qui réduit leur autonomie et leur capacité d'action.

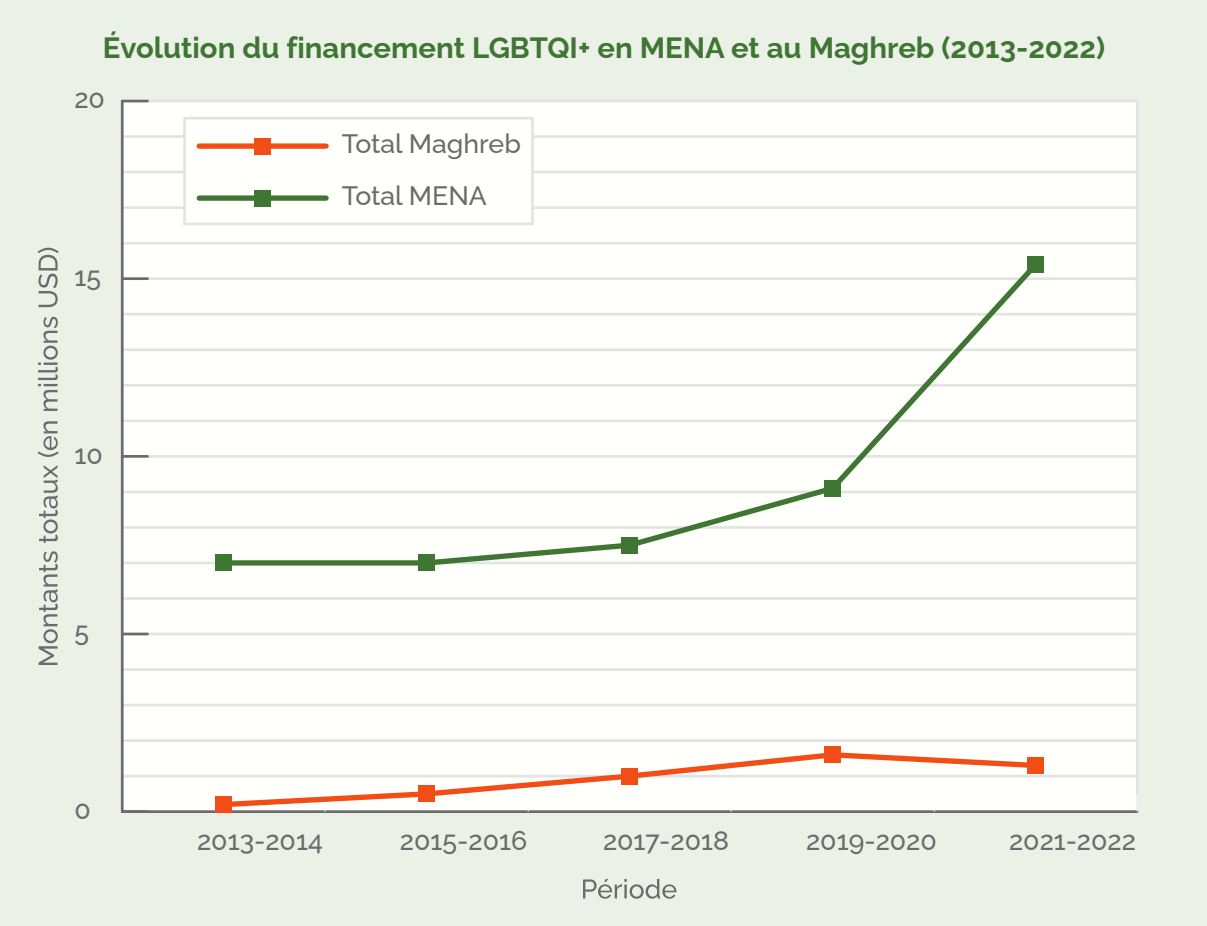
Les acteurs qui interviennent dans les financements francophones demeurent limités. Certaines fondations privées internationales, telles que l'Open Society Foundations et l'Arcus Foundation, ont apporté un soutien ponctuel, souvent par le biais de programmes globaux qui n'intègrent pas nécessairement une perspective linguistique ou régionale adaptée. Des gouvernements européens comme les Pays-Bas, la Suède, la Norvège ou le Canada ont également joué un rôle structurant, mais leurs contributions connaissent aujourd'hui une forte régression. Enfin, des fonds féministes régionaux, à l'image du Fonds pour les Femmes en Méditerranée (FFMed), The Doria Feminist Fund, ou du programme Leading from the South, agissent comme relais essentiels, redistribuant des ressources limitées vers des organisations locales souvent invisibles des grands bailleurs. Cependant, hormis l'initiative d'Égides, rares sont les mécanismes spécifiquement conçus pour répondre aux besoins des mouvements LGBTQI+ francophones. Un développement récent mérite d'être signalé, à savoir l'Alliance féministe francophone, annoncée lors du Sommet de la Francophonie en octobre 2024. Coordonnée par Equipop, le Fonds pour les Femmes en Méditerranée (FFMed) et la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), avec un budget total de 5 millions d'euros de l'Agence française de développement, cette initiative représente une avancée significative qui pourrait contribuer à remédier au sous-financement structurel des organisations féministes francophones et à renforcer leur participation aux espaces multilatéraux, comblant ainsi partiellement le vide institutionnel.[26]

De ce fait, l'analyse des données du GPP souligne un paradoxe inquiétant ; alors que les mouvements LGBTQI+ francophones sont confrontés à des contextes juridiques et sociaux particulièrement hostiles, leur accès aux ressources financières demeure largement insuffisant. Cette double marginalisation, géographique et linguistique, fragilise non seulement les capacités organisationnelles, mais aussi la pérennité même des réseaux communautaires, compromettant leur rôle central dans la défense des droits humains.

26. Equipop, Communiqué de presse : Création de l'Alliance Féministe Francophone, 7 October 2024. https://equipop.org/en/cp-alliance-feministe-francophone/

3. Données GPP : MENA et Maghreb

Les données issues du *Rapport sur les ressources mondiales* (GPP) et les données partagées par le GPP permettent d'observer une évolution contrastée du financement LGBTQI+ dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) entre 2013 et 2022.



Sur la décennie, les financements ont globalement progressé, passant de 6,9 millions USD en 2013-2014 à plus de 15,3 millions USD en 2021-2022. Cette progression traduit une certaine consolidation des flux vers la région. Toutefois, ce volume reste faible au regard d'autres régions du Sud global, et surtout fragile face aux récentes coupes budgétaires internationales.

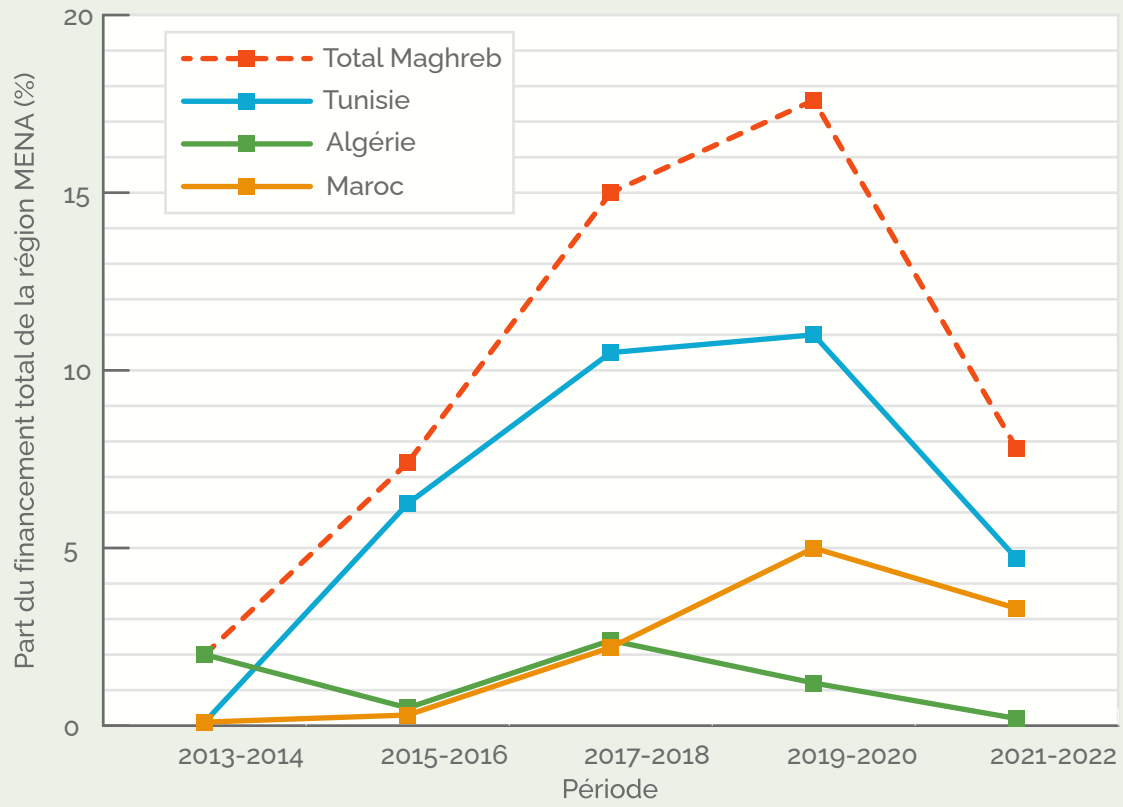
L'évolution du financement LGBTQI+ dans la région MENA montre une progression générale des montants, mais la part spécifique allouée au Maghreb reste modeste. Le graphique ci-dessus illustre clairement cette dynamique. Entre 2013 et 2020, les financements destinés au Maghreb ont connu une croissance soutenue, culminant à plus de 1,6 million USD en 2019-2020, soit près de 18 % du total MENA. Cependant, la tendance s'est inversée lors du cycle 2021-2022 ; alors même que le financement total pour la région MENA a bondi à 15,35 millions USD (soit +67 % par rapport à 2019-2020), les allocations au Maghreb ont reculé à 1,26 million USD, réduisant sa part relative à 8,2%.

Cette divergence met en évidence un paradoxe, l'accroissement des ressources pour la région ne bénéficie pas proportionnellement au Maghreb, où les financements apparaissent particulièrement volatils et sensibles aux priorités changeantes des bailleurs. Les périodes de forte progression (notamment 2017-2018 et 2019-2020) semblent liées à des programmes bilatéraux ou thématiques ponctuels, dont l'interruption entraîne une chute immédiate des financements.

Cette volatilité traduit la dépendance structurelle des organisations du Maghreb à quelques fenêtres de financement, principalement européens et multilatéraux, mais sans véritable continuité ni mécanismes de financement durable. Elle reflète aussi le fait que, malgré une visibilité croissante dans certains cercles internationaux, les organisations LGBTQI+ du Maghreb restent périphériques dans l'allocation globale des ressources de la région MENA.

Part du Maghreb : Le Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) représente une part réduite de ces financements, avec des fluctuations marquées dans le temps. En 2013-2014, la sous-région ne captait que 1,8 % du total MENA. Sa part a ensuite augmenté de façon significative, atteignant 17,8 % en 2019-2020, avant de retomber brutalement à 8,2 % en 2021-2022. Cette chute est particulièrement préoccupante, car elle intervient dans un contexte où les besoins des organisations locales se sont accrus. En valeur absolue, le Maghreb a reçu 4,66 millions USD sur la période 2013-2022, soit environ 10 % du total de la région MENA.

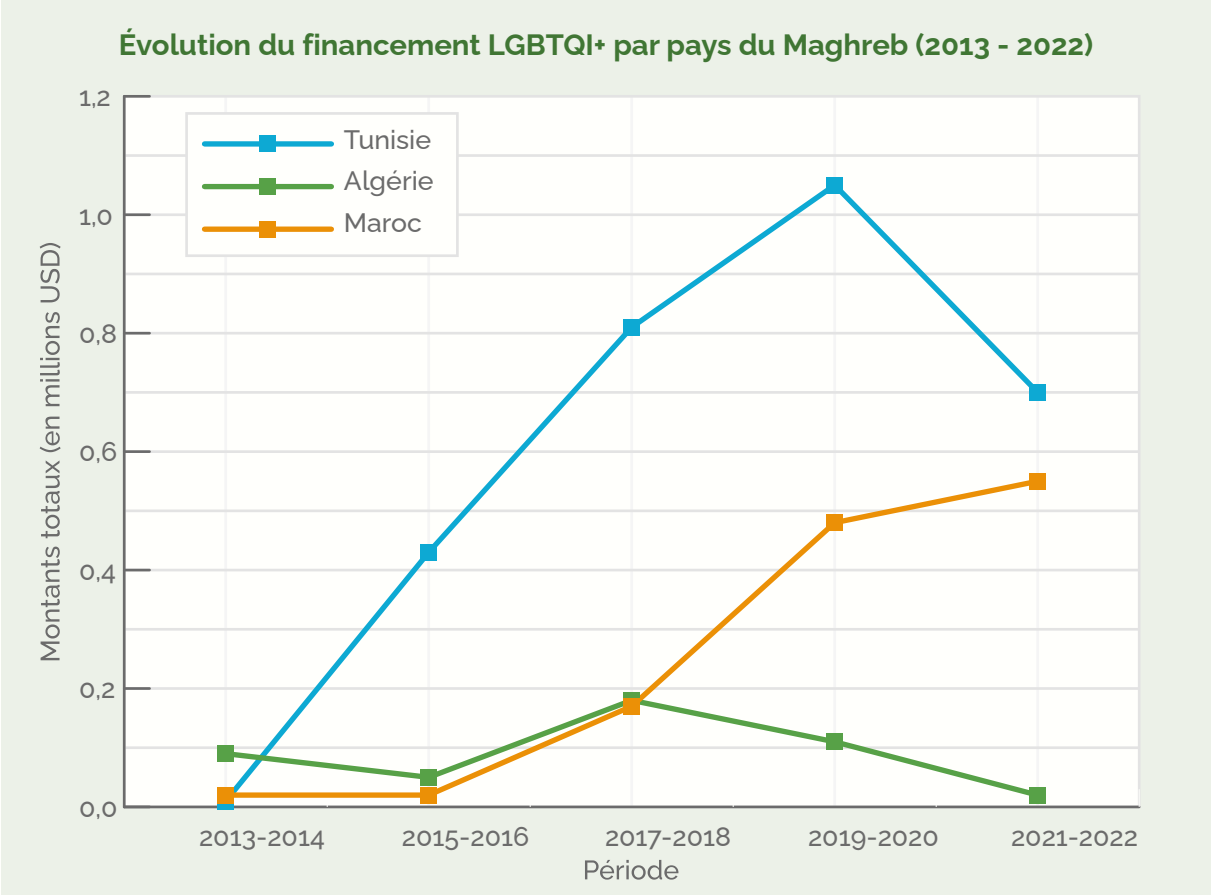
Part relative du Maghreb et des pays dans le financement LGBTQI+ total de la région MENA (%)



L'évolution en pourcentage révèle des tendances encore plus marquées que les montants absolus. En 2013-2014, le Maghreb représentait moins de 2 % du financement total LGBTQI+ destiné à la région MENA. Sa part a ensuite progressé rapidement, atteignant près de 18 % en 2019-2020. Cependant, cette dynamique s'est brutalement inversée lors du cycle 2021-2022, bien que les financements MENA aient fortement augmenté, la part du Maghreb a chuté à seulement 8,2 %.

Au niveau national, la Tunisie domine nettement la sous-région, atteignant plus de 11 % du financement total MENA en 2019-2020, mais retombant à 4,6 % en 2021-2022[27]. Le Maroc a connu une amélioration progressive, passant de 0,3 % en 2013-2014 à près de 3,6 % en 2021-2022. L'Algérie, quant à elle, reste marginalisée : après avoir représenté 2,3 % en 2017-2018, sa part est tombée à seulement 0,1 % lors du dernier cycle.

Ces données mettent en évidence la double vulnérabilité du Maghreb : d'un côté, la sous-région dépend de quelques programmes thématiques qui peuvent amplifier ou réduire sa part de manière spectaculaire d'un cycle à l'autre ; de l'autre, sa place relative dans les financements régionaux reste structurellement marginale, exposant ses organisations à une précarité chronique.

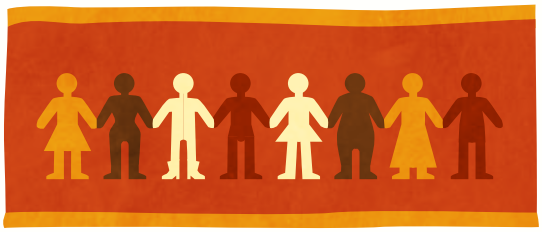


27. Les données du GRR sont comptabilisées selon l'année d'attribution des subventions et non selon leur décaissement annuel. Certaines fluctuations peuvent ainsi refléter l'octroi de subventions pluriannuelles importantes concentrées sur un cycle donné, plutôt qu'une variation structurelle immédiate des flux financiers.

En valeur cumulée sur la période 2013-2022, la Tunisie capte environ 3 millions USD (soit 6,5 % du total MENA), le Maroc 1,23 million USD (2,7 % du total MENA) et l'Algérie seulement 430 000 USD (0,9% du total MENA). Ces écarts révèlent une hiérarchie persistante, où la Tunisie concentre la majorité des flux vers le Maghreb, tandis que l'Algérie reste structurellement marginalisée.

Toutefois, cette hiérarchie doit être analysée à la lumière des dynamiques politiques récentes. En Tunisie, l'espace civique connaît depuis 2021 un rétrécissement préoccupant, marqué par des restrictions croissantes sur la société civile, des menaces de dissolution d'associations et une stigmatisation accrue des acteurs de défense des droits humains. Ce contexte fragilise directement la capacité des organisations à absorber et gérer des financements internationaux. Le paradoxe est donc manifeste, alors que la Tunisie a historiquement été le pays maghrébin le mieux financé, la viabilité de ses organisations LGBTQI+ se trouve aujourd'hui sérieusement menacée par un environnement politique hostile.

Au Maroc, la progression des financements traduit une reconnaissance croissante du dynamisme associatif, mais les organisations restent confrontées à une criminalisation persistante et à des contraintes administratives lourdes. Quant à l'Algérie, la marginalisation financière est renforcée par un contexte politique répressif où les libertés associatives et les droits LGBTQI+ font l'objet de restrictions sévères, ce qui limite presque totalement les possibilités de financement international.
En définitive, la trajectoire observée souligne une double vulnérabilité, d'une part, une dépendance structurelle à quelques fenêtres de financement qui expose le Maghreb à de fortes fluctuations d'un cycle à l'autre ; d'autre part, des contextes nationaux de plus en plus restrictifs, qui compromettent la capacité des organisations à bénéficier même des ressources disponibles.



4. Typologie des bailleurs actifs au Maghreb

Le financement LGBTQI+ dans la région MENA et plus spécifiquement au Maghreb repose sur un écosystème extrêmement concentré, structuré autour d'un nombre restreint de bailleurs bilatéraux, de fondations privées internationales, de fonds féministes régionaux, d'organisations intermédiaires assurant le regrantinget de quelques mécanismes multilatéraux. L'analyse croisée du *Global Resources Report* (GPP) et du corpus AWID 2025, incluant le rapport complet *Where Is the Money for Feminist Movements?* et les *WITM Data Snapshots*, montre que cet écosystème est marqué par une dépendance structurelle à un petit nombre d'acteurs occidentaux, une fragmentation thématique des financements, des exigences administratives élevées, et une vulnérabilité profonde face aux dynamiques globales de contraction budgétaire. Dans ce contexte, les organisations LGBTQI+ du Maghreb, déjà sous-financées et opérant dans des environnements politiques restrictifs, se trouvent parmi les plus exposées et les moins soutenues.

Les bailleurs bilatéraux occupent historiquement une place centrale dans le financement LGBTQI+ dans la région. Les Pays-Bas ont longtemps été l'un des bailleurs majeurs, notamment à travers des programmes pluriannuels tels que Power of Pride, mis en œuvre par COC Nederland, ILGA World et plusieurs organisations régionales. La Suède, via Sida, a soutenu des initiatives en droits humains, égalité de genre et État de droit, jouant un rôle clé dans la structuration du financement féministe et LGBTQI+. Le Canada, avec le programme 2SLGBTQI+ International Assistance Program, est devenu un bailleur émergent dans le champ global des droits LGBTQI+[28]. Cependant, depuis 2024, ces financements connaissent une contraction majeure. Les Pays-Bas ont réduit de plus de 70 % leurs financements destinés aux organisations de la société civile et supprimé les lignes dédiées aux droits des femmes et à l'égalité de genre ; la Suède a diminué son aide publique au développement d'environ 3 milliards SEK ; et les États-Unis ont engagé la dissolution de l'USAID, mettant fin à 86 % de leurs programmes en droits humains, gouvernance, société civile et santé sexuelle et droits reproductifs. AWID souligne que cette dynamique mondiale de dé-financement, exacerbée par la redirection des ressources vers des priorités géopolitiques, affecte de manière disproportionnée les organisations féministes et LGBTQI+ du Sud global, dont celles du Maghreb qui dépendent presque entièrement de financements extérieurs[29].

28. Égides, GPP, Dignity Network Canada, Standing Up: Canada's Leadership in Global LGBTI Funding (2024) https://www.egides.org/sites/www.egides.org/files/2024-fichiersite/Canada-Report_ver5_singlepage.pdf?.com

29. AWID, Where is the Money? An Evidence-Driven Call to Resource Feminist Organizing (2025) https://www.awid.org/sites/default/files/2025-10/AWID_WITM_REPORT_28_10_2025.pdf

Les fondations privées internationales constituent un pilier majeur du financement LGBTQI+ global, notamment Open Society Foundations (OSF), Foundation for a Just Society (FJS) et Arcus Foundation, qui opèrent comme fondations philanthropiques privées soutenant des initiatives de droits humains et de justice sociale à l'échelle mondiale. À côté de ces acteurs, les fonds féministes internationaux occupent une place déterminante dans le financement des mouvements féministes, trans, lesbiennes et intersexes. Parmi les plus importants figurent Mama Cash, premier fonds féministe indépendant au niveau mondial, et Astraea Lesbian Foundation for Justice. S'y ajoutent MADRE, organisation féministe transnationale, ainsi que plusieurs fonds tels que The African Women's Development Fund (AWDF), FRIDA The Young Feminist Fund, Doria Feminist Fund, International Trans Fund, ONSIDE Fund, et le Fonds pour les Femmes en Méditerranée (FFMed).

Contrairement aux fondations privées traditionnelles, ces fonds fonctionnent comme des fondations publiques ou des fonds pour les femmes, ils collectent des ressources auprès de multiples bailleurs, fondations, gouvernements, particuliers, pour les redistribuer sous forme de subventions accessibles. Plusieurs de ces fonds n'exigent pas d'enregistrement légal, un critère crucial pour les organisations LGBTQI+ opérant dans les environnements répressifs du Maghreb, où l'enregistrement d'une structure explicitement centrée sur les enjeux d'orientation sexuelle, d'identité et d'expression de genre ou de caractéristiques sexuelles demeure impossible.

Parallèlement, des fonds dédiés aux droits humains jouent un rôle essentiel dans la région. Parmi eux, le Fund for Global Human Rights (FGHR) se distingue par sa capacité à fournir un soutien flexible, structurel et adapté aux organisations informelles ou confrontées à des risques sécuritaires élevés. FGHR occupe ainsi une position stratégique dans le Maghreb, notamment en matière de protection, de sécurité numérique, de documentation et de renforcement de capacités. Cependant, AWID souligne que seuls quelques fonds offrent un financement structurel de long terme, ce qui limite la stabilité et la résilience des organisations LGBTQI+ évoluant dans des contextes à haut risque. Les fonds féministes du Sud global jouent un rôle particulièrement essentiel, bien qu'ils soient sous-financés. Leading from the South (LFS), financé par les Pays-Bas et mis en œuvre par un consortium de fonds féministes du Sud global (AWDF, Women's Fund Asia, Fondo de Mujeres del Sur), demeure un des rares mécanismes permettant un accès explicite pour les organisations féministes et queers d'Afrique du Nord[30]. Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée (FFMed) constitue un acteur régional central, en particulier pour les organisations féministes opérant dans des contextes politiquement sensibles. Le Doria Feminist Fund, basé au Liban, joue un rôle croissant en tant que bailleur féministe régional pour les jeunes mouvements féministes queers. Cependant, AWID souligne que ces fonds, déjà sous-capitalisés, absorbent désormais une pression croissante due à la réduction des financements bilatéraux, ce qui accentue la fragilité de leurs portées opérationnelles.

30. Leading from the South. https://www.leadingfromthesouth.org/about-us/?utm_.com

Les organisations intermédiaires qui assurent la redistribution constituent un élément essentiel de l'écosystème, car la majorité des organisations LGBTQI+ du Maghreb ne peuvent pas accéder directement aux bailleurs internationaux. Parmi les principaux intermédiaires figurent COC Nederland, Outright International, HIVOS, CHOICE for Youth & Sexuality, et Rutgers. Ce modèle permet d'atteindre des organisations non enregistrées, informelles ou confrontées à des restrictions politiques, mais il crée une dépendance structurelle : lorsque les bailleurs bilatéraux réduisent leurs financements, les intermédiaires perdent leur capacité de redistribution. La suspension par Outright International de plus de 120 sous-subventions LGBTQI+ due aux coupes américaines illustre cette fragilité[31]. AWID souligne que les organisations du Maghreb sont particulièrement dépendantes de ces intermédiaires, car elles ne répondent pas aux critères administratifs requis par les bailleurs internationaux, notamment en matière d'enregistrement légal et de conformité documentaire.

Les bailleurs multilatéraux, notamment l'UNFPA, UNAIDS, UN Women et le PNUD, apportent un soutien complémentaire dans les domaines du VIH, des droits sexuels et reproductifs, des discriminations et de la protection des défenseur·e·s des droits humains. Le Global Equality Fund (GEF), porté par le Département d'État américain et ses partenaires internationaux, a longtemps constitué une source essentielle pour la protection des défenseur·e·s LGBTQI+. Cependant, les restructurations américaines fragilisent ce mécanisme[32] et réduisent les opportunités de soutien pour les organisations situées dans les contextes répressifs du Maghreb.

Les données d'AWID apportent un éclairage décisif sur les conditions réelles d'accès aux financements féministes et LGBTQI+. Les *Where Is the Money? Data Snapshots* (2025), basés sur les réponses de 1 174 organisations dans 128 pays, montrent un écosystème marqué par des barrières structurelles persistantes. Si 71 % des organisations reçoivent une forme de financement externe, 86 % estiment que peu de ressources existent réellement pour leurs mouvements, thèmes ou régions, et 65 % déclarent ne pas satisfaire aux critères légaux ou administratifs exigés par les bailleurs, en particulier dans les contextes répressifs du Sud global[33]. Sur le plan budgétaire, 58 % des organisations opèrent avec moins de 30 000 USD par an, dont 17 % avec moins de 5 000 USD et 14 % sans aucun budget, tandis que la médiane annuelle globale plafonne à 22 000 USD, sans progression significative depuis plus d'une décennie. Les organisations trans, intersexes et queers, souvent non enregistrées et locales, se situent structurellement sous cette médiane. Face à ces contraintes, l'auto-financement devient une nécessité plutôt qu'un choix, 81 % des organisations recourent à des ressources autonomes (volontariat, entraide communautaire, contributions en nature), et 29 % déclarent que ces mécanismes constituent leur principale source de survie financière.

31. OutRight International, Defunding Freedom 2.0 (2025)https://outrightinternational.org/sites/default/files/2025-02/Defunding%20Freedom_Impacts_US_Foreign_Aid_Cuts_on_LGBTIQ_People_Worldwide_2.pdf?.com

32. Ibid

33. AWID, WITM Data Snapshots 2025 https://www.awid.org/sites/default/files/2025-10/WITM_DATA_SNAPSHOTS_EN.pdf?utm_.com

Enfin, la temporalité des financements aggrave la précarité, 72 % des organisations reçoivent des subventions d'une durée moyenne inférieure ou égale à 18 mois, et seuls 4 % ont accès à des financements de plus de trois ans, rendant extrêmement difficile toute planification stratégique, consolidation institutionnelle ou protection durable des activistes dans des contextes comme le Maghreb.

Enfin, AWID documente des déséquilibres thématiques significatifs : les mouvements trans reçoivent moins de 1 % du financement global féministe et LGBTQI+ ; les groupes LBQ+ restent invisibilisés ; les organisations intersexes, bien que bénéficiant d'un nombre relativement élevé de bailleurs, ne reçoivent que des montants minimes ; et les mouvements des travailleuses du sexe restent marginalisés[34]. Pour le Maghreb, où ces mouvements opèrent dans des environnements particulièrement hostiles, cette asymétrie limite drastiquement leur capacité d'organisation, de plaidoyer et de survie institutionnelle.

Dans ce contexte, les acteurs francophones jouent un rôle relativement marginal, mais stratégique. Égides constitue l'une des rares initiatives francophones apportant un soutien en santé mentale, renforcement organisationnel et plaidoyer dans les pays francophones, y compris en Afrique du Nord. Cependant, la francophonie reste sévèrement sous-financée, selon le GPP, environ 1 % seulement des financements LGBTQI+ mondiaux ciblent des contextes francophones, ce qui accentue encore la marginalisation des organisations du Maghreb.

34. Ibid

En définitive, la typologie des bailleurs actifs dans la région révèle un système profondément fragile, une concentration extrême des sources de financement, une fragmentation thématique empêchant la prise en charge des besoins multidimensionnels, une dépendance structurelle à des intermédiaires eux-mêmes vulnérables, et une contraction rapide des financements liée aux politiques des bailleurs bilatéraux. Les organisations LGBTQI+ du Maghreb, en particulier trans, LBQ+, intersexes ou travailleuses du sexe, se trouvent ainsi à l'intersection de plusieurs niveaux de marginalisation, à la fois politiques, géographiques, linguistiques et financières. Les données AWID appellent explicitement à des financements pluriannuels, flexibles et contextualisés, condition indispensable à la survie des mouvements LGBTQI+ dans la région.

IV

Dynamiques politiques, sécuritaires et anti-droits au Maghreb

Dynamiques politiques, sécuritaires et anti-droits au Maghreb

1. Rétrécissement accéléré de l'espace civique

Depuis 2019, **le Maghreb connaît une contraction systémique de l'espace civique, marquée par la réaffirmation du contrôle étatique sur la société, l'utilisation de cadres juridiques ambigus pour criminaliser les dissidences, et la montée de campagnes anti-droits appuyées par des acteurs étatiques, religieux et médiatiques.** La région est traversée par une dynamique autoritaire partagée ; criminalisation des libertés individuelles, instrumentalisation de la morale publique, surveillance numérique sophistiquée, répression des ONG indépendantes, contrôle des financements étrangers.

Les personnes LGBTQI+ deviennent des cibles privilégiées, non seulement en raison des identités qu'elles portent, mais surtout parce qu'elles représentent une portion autonome et non assimilée de la société civile.

Les cadres légaux existants, souvent hérités de périodes coloniales ou consolidés dans les années 1960-1980, sont mobilisés pour justifier arbitrairement arrestations, poursuites, interdictions d'associations et restrictions à la circulation des financements.

2. Maroc : répression diffuse, judiciarisation de la dissidence et instrumentalisation de la morale

Le Maroc maintient un cadre légal explicitement criminalisant vis-à-vis des personnes LGBTQI+. L'article 489 du Code pénal punit de six mois à trois ans d'emprisonnement les relations entre personnes du « même sexe ». À cela s'ajoutent des dispositions plus larges concernant « l'outrage public à la pudeur » (art. 483), « l'atteinte aux bonnes mœurs » (art. 484), et les « relations sexuelles hors mariage » (art. 490), fréquemment utilisées pour contourner l'absence de preuves directes dans les affaires de criminalisation des personnes LGBTQI+[35].

L'espace civique se trouve également limité par une jurisprudence restrictive en matière d'association. Les autorités peuvent refuser l'enregistrement de toute structure jugée contraire « à l'ordre public », en vertu de la loi n°75-00 sur les associations. En pratique, aucune organisation explicitement LGBTQI+ n'a pu être enregistrée. Sur le plan sécuritaire, plusieurs enquêtes internationales ont documenté l'usage de logiciels d'espionnage tels que Pegasus et Predator contre journalistes, militants, universitaires et défenseur·e·s des droits humains[36]. Ce climat de surveillance a des implications directes pour les personnes LGBTQI+ à travers des pratiques comme le chantage policier, l'extorsion lors des arrestations, la confiscation de téléphones, les menaces de divulgation et les campagnes d'outing orchestrées sur Facebook, Instagram ou TikTok.

Ces stratégies relèvent d'une gestion politique de la morale, où la stigmatisation de la société civile en générale et des personnes LGBTQI+ en particulier, sert de ressource utile pour neutraliser toute opposition perçue. Depuis 2019, plusieurs affaires médiatisées ont illustré le recours à la morale comme outil de répression contre journalistes, militantes féministes et étudiant·e·s, inscrivant la question LGBTQI+ dans une architecture autoritaire plus large.

35. Lamyaâ Achary, "Who Gets to Speak for Us? Legitimacy of Queer Activism in Morocco," Development in Practice, publié en ligne le 9 février 2026, https://doi.org/10.1080/09614524.2026.2622915

36. Amnesty International, Forensic Methodology Report: How to Catch NSO Group's Pegasus (2021). https://www.amnesty.org/en/documents/doc10/4487/2021/en/?utm_.com

3. Algérie : architecture répressive intégrée et criminalisation totale de l'espace public

L'Algérie représente aujourd'hui l'environnement le plus répressif d'Afrique du Nord francophone pour les personnes LGBTQI+ et la société civile en général. Depuis le démantèlement du Hirak (2019-2021), l'État a mis en place une infrastructure juridique et policière centralisée autour de la loi 12-06, qui impose un régime d'autorisation préalable pour la création d'associations. Cette loi permet aux autorités de refuser un agrément pour des motifs vagues liés à « l'unité nationale », « l'ordre public » ou « les valeurs de la société »[37].

Sur le plan pénal, plusieurs dispositions du Code pénal sont régulièrement utilisées pour cibler militant·es, journalistes et personnes LGBTQI+, à titre d'exemple l'art. 333 (outrage public aux bonnes mœurs) ; art. 338 (répression de l'homosexualité) ; art. 96 (réception de fonds étrangers pouvant « porter atteinte à la sécurité de l'État ») ; art. 87 bis (définition élargie et politisée du terrorisme). Le rapport de CIHRS, A Web of Intimidation (2024), décrit cette stratégie comme une « architecture intégrée de répression », combinant harcèlement judiciaire, surveillance numérique, contrôle policier et pression administrative[38]. Cette architecture vise à neutraliser toute forme de mobilisation indépendante, qu'elle soit politique, sociale ou identitaire.

Dans ce contexte, les groupes LGBTQI+ opèrent dans une clandestinité totale, soumis à une surveillance numérique accrue, à des interrogatoires arbitraires et à un risque permanent d'arrestation. Comme le résume un·e ancien·ne membre d'un collectif LGBTQI+ algérien :

> « La société civile est aujourd'hui complètement asphyxiée ; chaque espace d'expression a été fermé, et même parler aux chercheurs ou aux bailleurs est devenu dangereux »

Cette atmosphère de répression systémique rend impossible toute structuration du mouvement, obligeant les activistes à adopter des stratégies informelles, fragmentées et souvent réalisées depuis l'étranger. Pour les personnes LGBTQI+, et particulièrement les personnes trans, la répression prend une forme directe à travers des arrestations arbitraires fondées sur l'apparence ; violences verbales, physiques et sexuelles en détention ; confiscation de téléphones ; poursuites basées sur « l'atteinte à la morale publique » ou « l'usurpation de rôle social ».

L'absence totale de reconnaissance légale, l'impossibilité d'enregistrer une association et la criminalisation du financement étranger rendent impossible toute structuration formelle. La société civile LGBTQI+ algérienne opère donc exclusivement dans la clandestinité, sous une menace constante.

37. Loi n°12-06 relative aux associations en Algérie, Journal Officiel Algérie (2012) https://www.joradp.dz/ftp/jo-francais/2012/f2012002.pdf
38. CIHRS, «The noose is tightening around us» Algeria's use of transnational repression to crackdown on dissent (2024). https://cihrs.org/a-web-of-intimidation-new-report-reveals-algerian-governments-global-crackdown-on-dissent/?lang=en

4. Tunisie : effondrement de l'État de droit et instrumentalisation autoritaire de la morale

Depuis la concentration des pouvoirs entre les mains du président Kaïs Saïed en 2021, la Tunisie a connu un basculement autoritaire marqué par l'affaiblissement du judiciaire, la restriction de l'espace civique et la politisation accrue de la morale publique. L'article 230 du Code pénal, qui punit de trois ans d'emprisonnement les relations homosexuelles, continue d'être appliqué et s'accompagne fréquemment de violations des droits procéduraux, notamment les examens anaux forcés. Depuis 2022, les organisations LGBTQI+ ont signalé une augmentation des procédures engagées sur la base de l'article 230 du Code pénal, ainsi que d'autres dispositions relatives aux « bonnes mœurs » ou à « l'ordre public ». La pratique des examens anaux forcés, pourtant condamnée par les instances internationales, continue d'être utilisée par les autorités judiciaires. Comme le rappelle Amnesty International,

> « les forces de sécurité ont continué à soumettre des hommes et des femmes trans à des examens anaux forcés dans le cadre d'enquêtes liées à l'article 230, une pratique assimilée à de la torture »[39].

En 2023, au moins 41 procès visant des personnes homosexuelles ou trans ont été engagés à travers le pays, et entre le 26 septembre et le 2 octobre, 27 personnes LGBTQI+ ont été arrêtées à Tunis, Sousse et Hammamet, signalant une campagne répressive particulièrement agressive.

39. Amnesty International, Tunisia: Human Rights Report (2024)
https://www.amnesty.org/en/location/middle-east-and-north-africa/tunisia/report-tunisia/

La loi tunisienne de 2011 sur les associations avait ouvert un espace considérable pour la société civile, mais depuis 2023, le gouvernement cherche à réviser cette loi afin de restreindre les financements étrangers, accroître la surveillance administrative et limiter les activités perçues comme contraires aux « valeurs nationales »[40]. Les ONG LGBTQI+ font face à des perquisitions, à la confiscation de matériel, à des campagnes de diffamation et à un harcèlement administratif continu. Comme l'explique un·e responsable associatif·ve LGBTQI+ que nous avons interviewé·e :

> « Ils bloquent nos financements sans donner de raison ; à chaque fois que nous demandons une réponse, personne ne nous répond. Ce n'est pas seulement contre nous, c'est toute la société civile qui est visée ».

La dégradation économique, les tensions xénophobes et la rhétorique nationaliste ont créé un environnement où les personnes LGBTQI+ sont assimilées à des agents de déstabilisation. Les personnes trans sont particulièrement visées à travers des arrestations arbitraires pour « apparence non conforme », violences policières, chantage, cyberharcèlement, refus de soins ou de logement.

La Tunisie est ainsi passée d'un pluralisme fragile à un autoritarisme assumé, où la morale et la sécurité se rejoignent pour justifier un contrôle étroit de la société civile et une répression ciblée.

40. HRW, Tunisie : Il faut rejeter le projet de loi visant à démanteler la société civile (2023)
https://www.hrw.org/fr/news/2023/11/07/tunisie-il-faut-rejeter-le-projet-de-loi-visant-demanteler-la-societe-civile

V

Dynamiques régionales du financement LGBTQI+ en Afrique du Nord

Dynamiques régionales du financement LGBTQI+ en Afrique du Nord

Nota bene : Toutes les citations utilisées dans cette section sont anonymisées afin de garantir la sécurité des personnes et des organisations interviewées.

Les données collectées à travers les entretiens avec les bailleurs de fonds et organisations internationales actives dans la région montrent un paysage marqué par une profonde asymétrie ;

l'Afrique du Nord est à la fois extrêmement visible dans les discours internationaux sur les droits humains, tout en étant pratiquement absente des flux financiers LGBTQI+.

Les bailleurs y interviennent de manière fragmentée, prudente, ou uniquement lorsque des intermédiations diplomatiques existent.

Cette tension entre intérêt politique, contraintes sécuritaires et logiques administratives produit un environnement de financement où les groupes locaux doivent se structurer dans une rareté chronique et dans une incertitude permanente.

1. Une région hyper-politisée mais structurellement sous-financée

Les entretiens avec les bailleurs confirment que l'Afrique du Nord francophone reste une zone marginale dans la cartographie globale des financements LGBTQI+, malgré un niveau très élevé de risque pour les communautés. Une responsable d'un fonds féministe stipule que :

> « La vérité c'est qu'on ne sait pas qui finance. Il y a très peu de fonds ou d'organisations qui financent en ayant une très forte connaissance du terrain ».

Cette phrase condense l'un des constats centraux de cette étude, la région fait l'objet de discours sur la « complexité », la « dangerosité » ou l'opacité, mais rarement d'un engagement soutenu et structuré. La directrice générale du Bailleur I ajoute un point clé : l'Afrique du Nord est financée sans jamais être nommée comme telle. **Les financements LGBTQI+ sont invisibilisés dans des financements « genre », « violence », « femmes », parce que les bailleurs ne peuvent pas assumer publiquement un soutien explicite à des groupes LGBTQI+ dans des pays où l'existence même d'un collectif trans ou queer est criminalisée.** Cette invisibilisation forcée crée un double effet où les groupes existent politiquement, mais pas administrativement ; les bailleurs financent, mais sans pouvoir rendre visible leur soutien.

Du point de vue des fonds féministes et queers, l'Afrique du Nord apparaît comme un « frontier space ». C'est une zone à la fois prioritaire dans les narratifs (montée des mouvements anti-droits, violences systémiques, criminalisation) et secondaire dans l'allocation réelle des ressources. Le Bailleur H décrit un « gap énorme » entre les pays, en notant que « le Maroc est un peu plus soutenu. Mais l'Algérie et la Tunisie, très peu ». Bailleur F, de son côté, chiffre son enveloppe annuelle pour l'Afrique du Nord à environ 80 000 à 90 000 dollars, couvrant principalement le Maroc et la Tunisie, sans partenariat actif en Algérie. Bailleur G décrit une présence encore plus fragmentaire ; quelques financements en Algérie et en Tunisie par le passé, et un premier groupe soutenu au Maroc seulement en 2023, avec une subvention de 10 000 euros.

Cette faible présence n'est pas seulement une question de volumétrie budgétaire, mais de structuration politique. Plusieurs fonds insistent sur le fait que la région est « oubliée » dans les espaces mêmes qui se revendiquent francophones. Comme le souligne la directrice générale d'un fonds féministe en Afrique :

> « Ce sont des régions auxquelles on ne pense pas. Même quand on dit francophone, on pense rarement à l'Afrique du Nord ».

La francophonie fonctionne alors comme un signifiant creux ; elle n'ouvre pas automatiquement des espaces de financement, et contribue parfois au contraire à invisibiliser les spécificités politiques, linguistiques et culturelles du Maghreb, amalgamé à des ensembles plus vastes ou plus « lisibles » pour les bailleurs.

Sur le plan intra-régional, les entretiens confirment une hiérarchie implicite. Le Maroc concentre une part significative des rares financements disponibles. La Tunisie bénéficie de quelques appuis, souvent intermittents ou indirects. L'Algérie reste à la marge, soutenue via des dispositifs ponctuels. Le résultat est une géographie inégale du financement ; un pays légèrement sur-visibilisé (le Maroc), un pays considéré comme « laboratoire démocratique », mais peu soutenu (la Tunisie), et un pays quasi abandonné aux risques sécuritaires (l'Algérie).

Enfin, la nature des financements confirme cette fragilité structurelle. Les montants restent modestes et fragmentés. Bailleur F alloue entre 10 000 et 25 000 USD par subvention ; Bailleur L soutient des groupes au Maroc à hauteur de 10 000 à 20 000 euros ; Bailleur G a financé son premier groupe marocain à 10 000 euros ; Bailleur M maintient des programmes limités au Maroc entre 47 000 et 77 000 USD. À cela s'ajoutent des financements plus substantiels, mais très ciblés, comme les 200 000 USD alloués par Bailleur K au Maroc en 2024, répartis entre dix groupes LGBTQI+, dont trois organisations dirigées par des personnes trans. Ces montants, replacés dans le contexte global de la philanthropie internationale, confirment que l'Afrique du Nord francophone reste un segment marginal d'un champ déjà sous-financé à l'échelle mondiale.

2. Le fardeau administratif comme mécanisme de tri et de contrôle

Les entretiens montrent que la question n'est pas seulement « combien » de financements arrivent dans la région, mais comment ils arrivent, sous quelles conditions et à quel coût administratif. Dans les trois pays étudiés, les exigences administratives, linguistiques et comptables jouent un rôle de filtre indirect, produisant une forme de sélection implicite entre groupes « administrativement compétents » et groupes communautaires plus informels, souvent dirigés par des personnes trans, jeunes ou non enregistrés[41].

Bailleur K illustre bien cette tension. Le programme Santé sexuelle et droits reproductifs (SRHR), intégré à Love Alliance, finance dix groupes LGBTQI+ au Maroc, avec des subventions de fonctionnement (core grants) de 20 000 USD et des subventions par projet pouvant aller jusqu'à 50 000 USD. Ce soutien est déterminant, d'autant qu'il s'adresse à des groupes non enregistrés, via des montages innovants fondés sur l'usage de comptes personnels, un double engagement interne et une redevabilité partagée au sein des collectifs. Mais ce modèle reste encadré par un reporting trimestriel, exclusivement en anglais, avec obligation de justifier au moins 70 % des dépenses et de fournir un rapport narratif intermédiaire et final. La charge linguistique et technique est considérable pour des collectifs dont le cœur du travail est communautaire, pas bureaucratique.

Bailleur L reconnaît ouvertement avoir contribué à complexifier le reporting. Le programme Afrique du Nord, doté d'environ 100 000 euros par an répartis entre cinq partenaires marocains, exige des rapports narratifs et financiers structurés, parfois très détaillés. Un membre de l'équipe admet :

> « On a rendu le reporting plus compliqué sans le vouloir ».

Cette phrase est importante politiquement ; elle signale une conscience de la part du bailleur, mais aussi l'inertie de systèmes de gestion qui restent calibrés sur des normes administratives du Nord, peu compatibles avec la réalité des groupes informels ou sous pression policière.

41. Lamyaâ Achary, "Who Gets to Speak for Us? Legitimacy of Queer Activism in Morocco," Development in Practice, publié en ligne le 9 février 2026, https://doi.org/10.1080/09614524.2026.2622915

Le cas algérien est encore plus révélateur. Certains bailleurs se heurtent à des exigences administratives, notamment en matière de traçabilité documentaire, qui, dans le contexte algérien, sont non seulement impraticables, mais dangereuses pour leurs partenaires. Des adaptations existent, mais elles restent tributaires de la volonté politique de chaque bailleur, faute de cadres institutionnels reconnaissant la spécificité des contextes répressifs. Un représentant interrogé résume cette tension : « Ce n'est pas parce que c'est compliqué qu'il faut arrêter de financer. On doit prendre des risques sur nous pour protéger les groupes ». Cette posture révèle que l'adaptation est possible, mais qu'elle repose sur des arbitrages individuels là où elle devrait relever de politiques institutionnelles, elles-mêmes souvent contraintes par les règles imposées par les bailleurs des bailleurs.

Bailleur M illustre une autre forme de filtrage. Les groupes LGBTQI+ ne sont financés au Maroc que s'ils disposent d'un « hôte fiscal » légalement enregistré. À défaut, Bailleur M propose un partenaire tiers pour abriter les fonds. Cette exigence d'enregistrement ou de parrainage légal exclut de facto une grande partie des collectifs informels, notamment trans, queers ou jeunes, qui ne peuvent ou ne veulent pas s'adosser à des structures plus institutionnelles dans un contexte de criminalisation. S'y ajoute l'obligation de produire un audit, y compris pour des groupes non enregistrés, ce qui crée un « contrainte double » ; pour recevoir des fonds, il faut se conformer à des standards impossibles à atteindre sans ressources préalables.

Bailleur N met en lumière une autre dimension du fardeau administratif ; l'absence d'une politique linguistique intégrée. La majorité des documents, rapports et outils comptables sont produits en anglais ou en français, alors que la région est majoritairement arabophone. En pratique, la traduction dépend de la bonne volonté de certain·es employé·es, ce qui rend le processus arbitraire et excluant. Les partenaires peuvent soumettre leurs rapports dans leur langue, mais aucune structure officielle n'est encore en place pour institutionnaliser cette flexibilité. Cette informalité de la flexibilité crée un paradoxe : les bailleurs se disent ouverts, mais cette ouverture repose sur des individus, non sur des politiques.

En miroir, certains fonds féministes tentent de desserrer ce carcan. Bailleur G réduit le reporting à un rapport narratif de deux pages et un tableau financier simplifié, sans exigence de justificatifs, en assumant elle-même la charge d'explication auprès de ses propres bailleurs : « Nous absorbons le poids administratif. C'est notre rôle d'expliquer aux bailleurs ». Bailleur F, de son côté, demande un rapport annuel flexible, accepte plusieurs langues (français, arabe, espagnol, russe) et reconnaît que le multilinguisme doit encore être systématisé. Bailleur H a opté pour des appels à projets traduits en arabe et en français, accompagnés de webinaires multilingues, spécifiquement pour atteindre les groupes les moins familiers avec les standards anglophones. Bailleur I ajoute un degré de flexibilité encore plus profond ; rapports oraux, audits simplifiés, réception de documents vocaux WhatsApp lorsque la sécurité l'exige, et capacité à transférer des fonds de manière discrète lorsqu'il est impossible de passer par les voies habituelles.

L'ensemble de ces pratiques dessine une cartographie fine du pouvoir bureaucratique ; dans la région, l'accès au financement dépend autant de la capacité à survivre à la répression que de la capacité à produire des rapports, audits et formulaires dans les langues et formats attendus par les bailleurs. Le fardeau administratif fonctionne ainsi comme un dispositif de tri, souvent invisible, qui hiérarchise les mouvements en fonction de leur capital linguistique, académique ou technocratique, renforçant les inégalités internes et excluant les collectifs les plus précaires, notamment trans et informels.

3. Recomposition des financements

Les entretiens révèlent que l'écosystème du financement LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone évolue dans un contexte global de crise. Depuis 2020, les coupes budgétaires massives des Pays-Bas, de la Suède, puis des États-Unis, ainsi que la montée de gouvernements conservateurs en Europe, ont profondément affecté les fonds féministes et LGBTQI+ qui opéraient déjà à capacité réduite dans la région. Cette contraction structurelle des ressources crée un effet domino ; moins de fonds disponibles, plus de compétition entre bailleurs, et une fragilisation accrue des groupes locaux qui dépendent presque exclusivement de financements internationaux.

L'entretien avec une organisation LGBTQI+ en Tunisie ajoute une dimension cruciale, souvent absente des discours philanthropiques. L'impact direct des prises de position politiques sur l'accès aux financements y est documenté de manière saisissante. Le responsable explique que son organisation a perdu des financements allemands après que l'ambassadeur a signalé au bailleur des publications personnelles en soutien à Gaza.

> « On a perdu plus de 50 000 euros du bailleur allemand en un seul coup. [...] à cause de mes publications pro-Palestine ».

Cette expérience confirme un phénomène grandissant. **Certains bailleurs américains et européens, allemands en particulier, imposent des lignes rouges politiques strictes et exigent parfois une neutralité publique incompatible avec la réalité des mouvements féministes et queers dans la région.** La géopolitique mondialisée devient alors une condition implicite d'éligibilité aux financements, excluant les organisations qui refusent de taire leur solidarité.

Bailleur L explique que ses ressources ont diminué d'environ 60 %, impactant directement ses programmes de soutien aux organisations marocaines. Plusieurs partenariats, pourtant solides, se retrouvent non renouvelés faute de budget suffisant. Bailleur G confirme une tendance similaire ; l'organisation n'est « plus en mesure d'allouer des dizaines de millions comme avant », ce qui réduit sa capacité à financer les régions historiquement marginalisées, dont l'Afrique du Nord. Bailleur F décrit une baisse de 25 % de son budget global, accompagnée de suppressions de postes, de suspension de projets de recherche, et d'un repositionnement stratégique sur les régions où les alliances sont déjà consolidées.

Du côté des fonds féministes de la région, Bailleur I apporte une perspective importante. Même si le fonds n'est pas directement dépendant des gouvernements occidentaux, il ressent les effets de la crise parce que ses partenaires, notamment au Liban et en Turquie, voient leurs financements s'effondrer, ce qui crée une demande accrue de soutien d'urgence. La directrice générale rappelle que « la communauté LGBTQI+ est la première attaquée » lorsque les bailleurs publics coupent leurs budgets, et que cette vulnérabilité financière s'ajoute à la répression étatique déjà présente.

Bailleur N, qui débute son implantation dans la région, confirme que les flux financiers européens deviennent plus incertains. Les projets impliquant des bailleurs publics (AFD, UE) dépendent de cycles politiques instables, ce qui complique la planification et limite la possibilité de partenariats pluriannuels. La responsable MENA souligne que les financements prévus pour l'Afrique du Nord « ne sont pas garantis » et devront être réévalués dans les années à venir, en fonction des arbitrages budgétaires. Bailleur J rappelle que les fonds féministes locaux sont en première ligne face aux coupes budgétaires et doivent jongler entre engagements politiques et survie financière. La crise affecte profondément leur capacité à soutenir de manière cohérente les groupes trans et queers du Maghreb, dont beaucoup n'ont aucune autre source de financement.

Face à cette crise structurelle, plusieurs bailleurs adoptent des stratégies de survie. Bailleur I renforce la solidarité intraféministe, en priorisant les groupes qui risquent de disparaître sans soutien. Bailleur F explore des modèles économiques alternatifs, cherchant à diversifier ses sources de revenus vers des fondations privées, ainsi qu'à se tourner vers des financements mixtes pour préserver sa capacité d'action dans la région. Le Bailleur H insiste sur la nécessité d'une approche collective entre bailleurs, afin d'éviter les duplications et de mutualiser les risques dans les contextes répressifs.

Ces ajustements montrent que la région évolue dans un écosystème où les logiques de financement dépendent moins de la situation locale que des dynamiques globales.

La philanthropie LGBTQI+ en Afrique du Nord fonctionne désormais dans un environnement plus précaire, où chaque réallocation budgétaire internationale peut supprimer des années de travail communautaire.

Les bailleurs qui restent actifs, principalement des fonds féministes, deviennent alors des acteurs politiques indispensables, opérant souvent en marge des normes institutionnelles habituelles pour maintenir un minimum d'accès aux ressources.

4. Gatekeeping, hiérarchies francophones et production structurelle de l'invisibilité

Les dynamiques de contrôle d'accès (gatekeeping), observées au Maroc, en Algérie et en Tunisie, ne peuvent être comprises indépendamment des structures transnationales de financement ni de la manière dont la francophonie organise l'accès à l'information, aux réseaux et à la légitimité. Les entretiens montrent que la fragmentation des mouvements n'est pas d'abord produite par des tensions internes, mais par un système de financement qui concentre les ressources, filtre les organisations selon leur capacité linguistique et administrative, et impose des cadres politiques alignés sur les priorités du Nord.

Le rapport Regional Analysis of LGBTQI+ Organizing in Southwest Asia and North Africa souligne que la centralisation des ressources dans une poignée d'organisations « visibles » crée un pouvoir d'intermédiation qui structure l'ensemble de l'écosystème LGBTQI+ dans certains pays, en particulier en Algérie[42]. Cette monopolisation restreint l'accès des collectifs émergents à l'information, aux bailleurs et aux espaces régionaux, tout en renforçant une hiérarchie informelle fondée non sur l'ancrage communautaire, mais sur la reconnaissance internationale. À cela s'ajoutent les obstacles linguistiques : les ressources circulent majoritairement en anglais ou en arabe standard, alors que les mouvements travaillent en darija, en français, en amazigh ou dans des registres hybrides. Cette tension produit une francophonie paradoxale, omniprésente dans les pratiques quotidiennes des organisations, mais largement absente des circuits décisionnels dominés par l'anglais.

Les entretiens menés au Maroc confirment ces dynamiques. Bailleur L reconnaît que ses mécanismes de sélection, en privilégiant les organisations capables de produire des rapports narratifs et financiers en anglais, ont parfois renforcé des asymétries déjà existantes. Le programme produit mécaniquement une forme de conservation institutionnelle ; les organisations déjà professionnalisées restent dans l'écosystème, et les groupes trans, queers ou informels, pourtant parmi les plus vulnérables, demeurent en marge faute de disposer des outils linguistiques et administratifs exigés

Les fonds féministes permettent d'approfondir cette analyse. Bailleur I insiste sur le fait que le contrôle d'accès est moins le produit de rivalités locales que de critères de légitimité définis depuis l'extérieur. La directrice générale décrit un système où la capacité à « performer » la conformité administrative, souvent en anglais ou en français technocratique, détermine davantage l'accès aux fonds que le travail communautaire réel.

42. Lamyaâ Achary & Nora Noralla, *Regional Analysis of LGBTQI+ Organizing in Southwest Asia and North Africa*, Astraea Lesbian Foundation for Justice, septembre 2024.
https://www.academia.edu/145124553/Regional_Analysis_of_LGBTQI_Organizing_in_Southwest_Asia_and_North_Africa?source=swp_share

Un autre bailleur ajoute que la francophonie elle-même devient un espace de tension ; utilisée localement comme langue d'organisation, elle est reléguée par les bailleurs internationaux au profit de l'anglais, ce qui force les organisations à s'adapter à des registres linguistiques qui ne reflètent ni leurs pratiques ni leurs priorités politiques. Dans cette architecture, les organisations francophones non institutionnalisées, notamment les collectifs trans ou amazighophones, se retrouvent structurellement invisibilisées.

Le rapport Astraea montre également que la fragmentation est alimentée par des pratiques relationnelles exclusives[43]. Dans plusieurs pays, un nombre limité d'individus ou d'organisations établies deviennent les interlocuteurs privilégiés des bailleurs, verrouillant l'accès pour les nouveaux collectifs. Cette visibilité conditionnelle crée une économie de la reconnaissance où celles et ceux qui disposent de réseaux antérieurs (souvent construits lors de formations internationales francophones ou anglophones) accèdent aux opportunités, tandis que les mouvements récents restent en périphérie du champ philanthropique. La barrière linguistique joue ici un rôle déterminant ; maîtriser l'anglais ouvre les portes des bailleurs ; être limité au français ou au darija les referme.

Les entretiens en Tunisie révèlent une autre forme de contrôle d'accès, cette fois explicitement géopolitique. L'arrêt immédiat des fonds démontre comment certains bailleurs conditionnent désormais l'accès aux financements à un alignement idéologique implicite.

> « Nous sommes criminalisés par notre gouvernement, et maintenant pénalisés par les bailleurs européens pour nos positions politiques ».

affirme un activiste tunisien. La philanthropie devient ainsi un espace où la conformité politique, notamment sur les questions liées à la Palestine, agit comme un filtre supplémentaire, renforçant l'exclusion des organisations qui articulent des positions anticoloniales ou critiques des puissances occidentales.

43. Ibid

Le cas marocain illustre des formes de contrôle d'accès qui dépassent les seules exigences administratives ou juridiques. L'entretien présenté ici, qui concerne un collectif trans ancré dans un espace amazigh, met en lumière une configuration spécifique qui ne saurait être généralisée à l'ensemble des organisations du pays, mais qui révèle des mécanismes structurels de filtrage. Dans ce cas précis, le travail communautaire est mené principalement en amazigh. L'arabe constitue déjà une charge linguistique, tandis que l'anglais et le français, exigés dans les relations avec les bailleurs, représentent une barrière majeure à l'accès au financement.

> « On travaille d'abord en amazigh. Même l'arabe est déjà un effort pour nous, et l'anglais ou le français sont presque impossibles. »

Ces expériences reflètent des dynamiques plus larges documentées au sein des communautés marocaines LGBTQI+, où la majorité des individus restent déconnectés des structures militantes formelles, et où les hiérarchies linguistiques et de classe au sein du mouvement lui-même déterminent les besoins qui sont pris en compte ou marginalisés dans les espaces communautaires[44]. **Cette hiérarchie linguistique s'ajoute à un contrôle d'accès thématique qui réduit les organisations trans à des cadres étroits, principalement liés au VIH, au détriment de leurs besoins politiques, organisationnels et sécuritaires.**

> « En tant qu'organisation trans, on est souvent ramené·es à la question du VIH, alors que nos besoins vont bien au-delà. »

Comme pour d'autres collectifs au Maroc, l'absence de possibilité d'enregistrement légal impose un fonctionnement informel, qui devient lui-même un critère implicite d'exclusion dans les dispositifs de financement.

> « On ne peut pas s'enregistrer légalement. Tout passe par des personnes de confiance. »

Ce cas montre comment, au sein même d'un contexte national relativement diversifié, les cadres linguistiques et thématiques du financement international produisent des formes différenciées de marginalisation, renforçant l'invisibilité de certains groupes déjà situés aux marges.

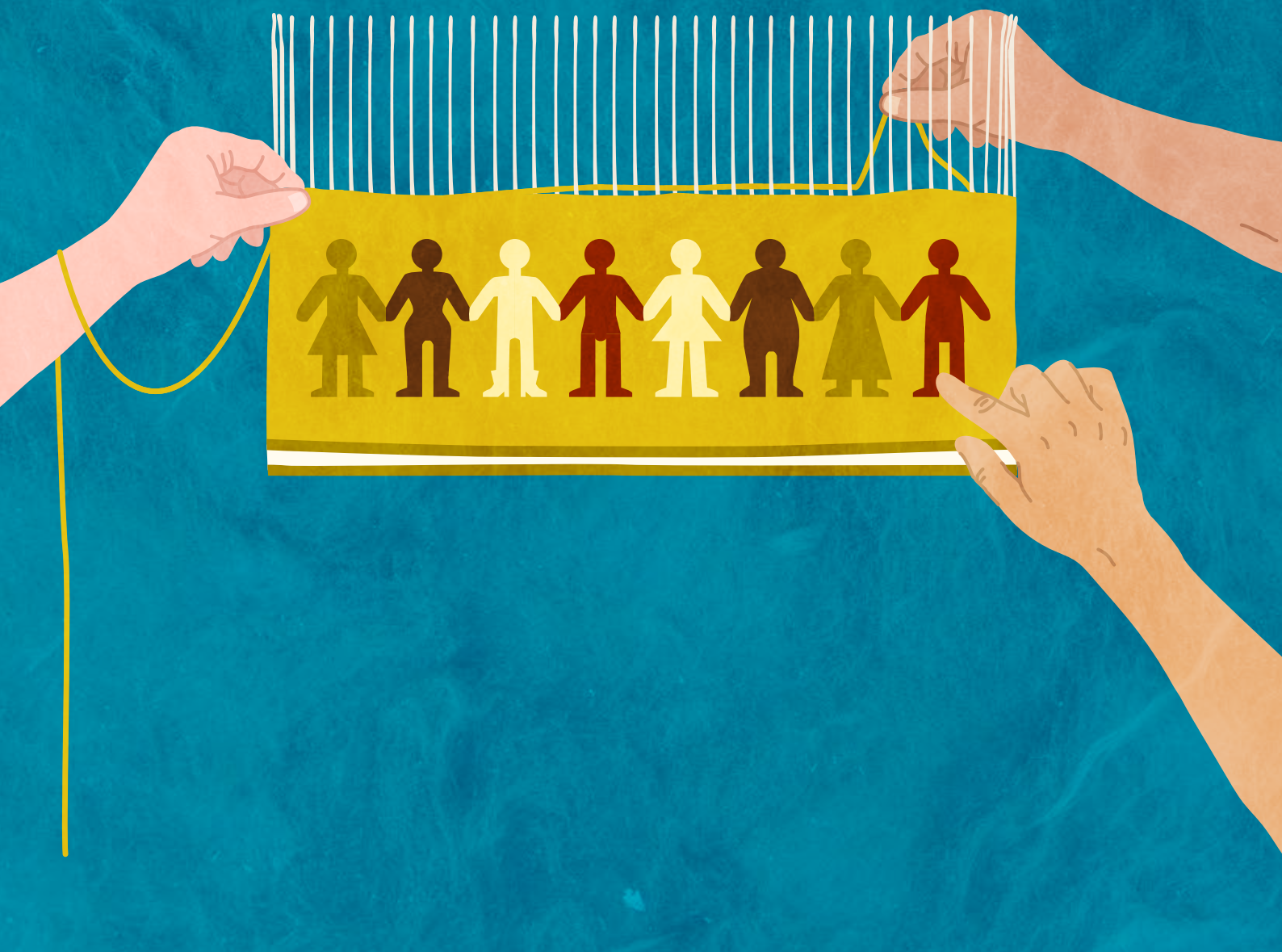
Enfin, certains bailleurs de fonds soulignent une dernière couche de contrôle d'accès : la performativité de la vulnérabilité. Plusieurs bailleurs attendent, souvent sans l'expliciter, que les organisations démontrent un niveau dramatique de risque ou d'oppression pour justifier leur soutien. Cette dynamique favorise les organisations capables de documenter ces risques dans un langage institutionnel, au détriment des collectifs dont la vulnérabilité est réelle, mais difficile à « mettre en récit » dans les formats exigés. Ce processus renforce encore les hiérarchies linguistiques et administratives, au moment même où les violences et les attaques contre les personnes LGBTQI+ augmentent dans la région et où les financements diminuent.

Ainsi, les dynamiques de contrôle d'accès dans les mouvements LGBTQI+ nord-africains sont le produit d'une superposition de mécanismes ; des critères administratifs (langue, reporting, conformité), des structures linguistiques héritées de la francophonie, des filtres géopolitiques liés aux priorités des bailleurs occidentaux, des mécanismes relationnels d'exclusivité, et une performativité attendue de la vulnérabilité.

Les fonds féministes, tentent de renverser ces dynamiques en finançant les marges, en travaillant multilingue, en privilégiant la souplesse administrative et en refusant la concurrence structurelle. Mais leur capacité à transformer le système reste limitée tant que les bailleurs institutionnels perpétuent des modèles de financement centralisés, anglophones et politiquement conditionnés.

IV

Recommandations



1. Recommandations aux bailleurs internationaux et bilatéraux

1. Réinvestir le financement de base et pluriannuel

Les bailleurs doivent prioriser des financements de base, flexibles et pluriannuels (minimum 2-3 ans) pour les organisations LGBTQI+ d'Afrique du Nord. Les données montrent clairement que les subventions courtes et hyper-thématiques accentuent la précarité, la fragmentation et la dépendance aux intermédiaires, sans renforcer la résilience institutionnelle.

2. Dissocier l'éligibilité financière de l'enregistrement légal

Dans des contextes où l'enregistrement d'organisations LGBTQI+ est impossible ou dangereux, l'exigence de statut légal constitue un mécanisme d'exclusion structurelle. Les bailleurs doivent reconnaître explicitement la légitimité des collectifs informels et accepter des modalités alternatives de redevabilité, sans conditionner l'accès aux fonds à un « hôte fiscal » imposé.

3. Réformer les exigences administratives et linguistiques

Les exigences de reporting, d'audit et de documentation doivent être proportionnées aux montants alloués et aux contextes sécuritaires. L'anglais ne peut plus être considéré comme langue par défaut. Les bailleurs doivent institutionnaliser le multilinguisme (français, arabe, darija, amazigh) et financer la traduction comme un coût éligible, et non comme une charge invisible pour les organisations.

4.Refuser les conditionnalités géopolitiques implicites

Les bailleurs doivent clarifier et limiter strictement les conditionnalités politiques informelles. Subordonner l'accès aux financements à des exigences de neutralité politique compromet la crédibilité éthique de la philanthropie LGBTQI+ et exclut les organisations dont l'ancrage local est indissociable d'une solidarité politique plus large.

2. Recommandations aux fonds féministes, queers et francophones

1. Renforcer les mécanismes francophones dédiés

La francophonie ne peut rester un angle mort de la philanthropie LGBTQI+. Les bailleurs francophones et les fonds féministes doivent investir dans des mécanismes spécifiquement conçus pour les contextes francophones, en Afrique du Nord, mais aussi dans d'autres régions marginalisées, afin de réduire la dépendance aux intermédiaires anglophones.

2. Financer les marges et non uniquement les « organisations visibles »

Les fonds doivent continuer à prioriser les collectifs trans, LBQ+, intersexes, travailleuses du sexe et amazighophones, même lorsqu'ils ne correspondent pas aux standards de professionnalisation dominants. Cela implique d'accepter des formats non conventionnels de rapportage (oral, audio, visuel) et de reconnaître la valeur du travail communautaire informel.

3. Mutualiser les risques entre bailleurs

Face à la contraction globale des financements, une coordination accrue entre fonds féministes et queers est nécessaire pour éviter la duplication des critères, la concurrence entre organisations et la concentration des ressources. Des mécanismes de co-financement et de partage de risques permettraient de maintenir un minimum de stabilité pour les groupes les plus exposés.

3. Recommandations aux intermédiaires et organisations intermédiaires de redistribution

1. Réduire les effets du contrôle d'accès relationnel

Les organisations intermédiaires doivent mettre en place des stratégies proactives pour atteindre des collectifs non connectés aux réseaux internationaux existants. Cela inclut des appels ouverts multilingues, des processus de sélection transparents et un accompagnement ciblé pour les groupes émergents.

2. Reconnaître et soutenir les stratégies de résilience existantes

Les pratiques de contournement développées par les organisations ne doivent pas être perçues comme des anomalies, mais comme des réponses rationnelles à des environnements hostiles. Les bailleurs et intermédiaires doivent adapter leurs cadres de redevabilité pour soutenir ces pratiques sans les pénaliser, en reconnaissant que la survie organisationnelle dans des contextes répressifs exige des formes d'organisation que les modèles standards ne peuvent accueillir.

4. Recommandations transversales

1. Documenter et financer la sécurité comme priorité structurelle

La sécurité (numérique, physique, juridique, psychosociale) doit être intégrée comme un poste budgétaire central et non accessoire. Dans des contextes de surveillance accrue et de répression morale, la survie même des organisations dépend de cette reconnaissance.

2. Intégrer les effets de retrait dans les décisions des bailleurs encore actifs

Dans un contexte de désengagement progressif de nombreux bailleurs publics et privés, les choix opérés par les bailleurs encore actifs, en particulier les bailleurs bilatéraux et les fonds de redistribution ont un effet structurant disproportionné sur la survie des mouvements LGBTQI+ dans les régions sous-financées. Prendre en compte ces effets de retrait cumulés apparaît essentiel pour éviter une concentration des ressources, une disparition silencieuse d'organisations locales et une perte durable de capacités collectives dans des contextes déjà marqués par la répression.

IV. Glossaire

Ce glossaire définit les termes clés, acronymes, concepts et noms propres utilisés dans le rapport. Les entrées sont organisées thématiquement afin de faciliter la lecture et l'utilisation du document comme outil de référence.

A. Acronymes et abréviations institutionnelles

AFD-Agence Française de Développement

Institution française de financement du développement, opérant des programmes d'aide bilatérale, notamment en Afrique du Nord.

APD-Aide Publique au Développement

Volume total des financements publics concessionnels fournis par les gouvernements donateurs pour soutenir le développement économique et le bien-être dans les pays bénéficiaires. Utilisée dans le rapport principalement en référence aux réductions budgétaires suédoises et néerlandaises.

AWDF-African Women's Development Fund

Fonds féministe panafricain fournissant des subventions aux organisations de défense des droits des femmes sur le continent. L'un des fonds mettant en œuvre le programme Leading from the South et actif dans l'écosystème global du financement LGBTQI+.

AWID-Association for Women's Rights in Development

Organisation féministe internationale de membres qui produit des recherches sur le financement des mouvements féministes et LGBTQI+ à l'échelle mondiale. Ses rapports Where Is the Money for Feminist Organizing? (WITM) et Data Snapshots constituent des sources de données primaires pour ce rapport.

CIHRS-Cairo Institute for Human Rights Studies

Organisation de défense des droits humains dont le rapport de 2024 A Web of Intimidation documente le recours de l'Algérie à la répression transnationale contre la société civile. Cité en section 4.3.

COC Nederland

Organisation néerlandaise de plaidoyer LGBTQI+ qui a servi de principal intermédiaire pour le regranting de fonds LGBTQI+ à l'échelle mondiale, notamment via le programme Power of Pride. Affecté par les coupes budgétaires néerlandaises de 2024.

FCIL-Fonds canadien d'initiatives locales

Mécanisme décentralisé du gouvernement canadien finançant des projets locaux à petite échelle dans les pays prioritaires, y compris en Afrique du Nord.

FFMed-Fonds pour les Femmes en Méditerranée

Fonds féministe régional centré sur la Méditerranée, fournissant des subventions accessibles aux organisations féministes dans des contextes politiquement sensibles, dont l'Afrique du Nord.

FGHR-Fund for Global Human Rights

Fonds international offrant un soutien flexible et structurel aux organisations de défense des droits humains, avec une capacité particulière à atteindre les organisations informelles et celles opérant sous risque sécuritaire.

FJS-Foundation for a Just Society

Fondation privée américaine soutenant l'égalité de genre, les droits LGBTQI+ et d'autres initiatives de justice sociale à l'échelle mondiale.

FRIDA-The Young Feminist Fund

Fonds féministe soutenant les jeunes militantes et organisations féministes dans le monde entier. L'un des fonds cités dans la typologie des bailleurs actifs.

GEF-Global Equality Fund

Fonds multilatéral piloté par le Département d'État américain qui a mobilisé plus de 100 millions USD depuis 2011 pour soutenir des organisations LGBTQI+ dans plus de 100 pays. Sa continuité opérationnelle a été compromise par la dissolution de l'USAID.

GPP-Global Philanthropy Project

Initiative internationale qui suit les financements gouvernementaux et philanthropiques pour les communautés LGBTQI+ à l'échelle mondiale via son rapport biennal Global Resources Report (GRR). Principale source de données quantitatives pour ce rapport.

GRR-Global Resources Report

Rapport biennal produit par le GPP documentant le volume et la répartition des financements LGBTQI+ par les gouvernements et les fondations dans le monde entier. Le cycle 2021-2022 constitue les principales données utilisées dans les sections 3.2 et 3.3.

HIVOS-Humanist Institute for Development

Organisation néerlandaise de développement international active dans le regranting de financements LGBTQI+ et de la société civile. L'un des organismes intermédiaires dont la capacité de redistribution a été affectée par la réduction de l'APD néerlandaise.

ILGA World-International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association

Fédération mondiale d'organisations LGBTQI+ active dans le plaidoyer et le regranting. L'un des partenaires de mise en œuvre du programme Power of Pride.

ITF-International Trans Fund

Fonds trans spécifiquement dédié au soutien des organisations trans-led à l'échelle mondiale. L'un des fonds cités dans la typologie des bailleurs actifs, faisant partie de l'écosystème sous-financé qui sert les mouvements trans.

LFS-Leading from the South

Programme féministe de regranting financé par les Pays-Bas et mis en œuvre par un consortium de fonds féministes du Sud global (AWDF, Women's Fund Asia, Fondo de Mujeres del Sur). L'un des rares mécanismes permettant un accès explicite aux organisations féministes et queer d'Afrique du Nord. Affecté par les coupes budgétaires néerlandaises de 2024.

MENA-Moyen-Orient et Afrique du Nord

Région géopolitique comprenant les pays d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, incluant la péninsule Arabique, le Levant et l'Iran. Utilisée dans ce rapport comme cadre de référence pour les données de financement du GPP.

OHCHR-Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Organe des Nations Unies chargé de promouvoir et protéger les droits humains à l'échelle mondiale. Cité dans le rapport en lien avec les conclusions de septembre 2025 de la Commission d'enquête indépendante concernant Gaza.

OSF-Open Society Foundations

Grande fondation privée internationale qui a fourni un soutien ponctuel aux organisations LGBTQI+ dans le monde entier, notamment via des programmes globaux pas nécessairement conçus avec un prisme régional ou linguistique adapté.

PNUD-Programme des Nations Unies pour le développement

Agence multilatérale des Nations Unies fournissant un soutien complémentaire dans des domaines incluant la protection des droits humains, la gouvernance et l'inclusion LGBTQI+.

Sida-Agence suédoise de coopération internationale au développement

Agence suédoise de coopération internationale au développement. A historiquement été un bailleur bilatéral structurant pour le financement féministe et LGBTQI+. Soumise à des réductions budgétaires significatives depuis 2024.

SOGIESC-Orientation sexuelle, identité et expression de genre, et caractéristiques sexuelles

Terme technique utilisé dans les cadres des droits humains et du financement pour désigner l'ensemble des identités et caractéristiques pertinentes pour les communautés LGBTQI+. Utilisé dans le rapport en référence à l'impossibilité d'enregistrer une structure explicitement SOGIESC au Maghreb.

SRHR-Santé sexuelle et droits reproductifs

Cadre politique et de financement englobant l'accès à la contraception, à l'avortement, à la santé maternelle et aux droits connexes. Fréquemment associé aux flux de financement LGBTQI+ ; affecté par les mêmes coupes budgétaires des bailleurs.

UNAIDS-Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Mécanisme multilatéral fournissant un financement complémentaire dans les domaines de la santé VIH et des droits, y compris pour les communautés LGBTQI+ au Maghreb.

UNFPA-Fonds des Nations Unies pour la population

Agence des Nations Unies travaillant sur la santé sexuelle et reproductive. L'un des bailleurs multilatéraux fournissant un soutien complémentaire aux organisations de la société civile dans la région.

USAID-Agence des États-Unis pour le développement international

Principale agence gouvernementale américaine pour l'aide au développement international. Sa dissolution effective en 2025-via l'intégration au Département d'État et l'annulation d'environ 86 % des programmes-représente le choc le plus important pour le financement mondial LGBTQI+ documenté dans le rapport.

B. Concepts et termes analytiques clés

Architecture répressive

Concept emprunté au rapport du CIHRS A Web of Intimidation (2024), utilisé dans le rapport pour décrire le système intégré de répression algérien, combinant harcèlement judiciaire, surveillance numérique, contrôle policier et pression administrative pour neutraliser toute organisation indépendante.

Charge administrative / Fardeau administratif

Le poids cumulatif des exigences de reporting, d'audit, de documentation, de conformité et de langue imposées par les bailleurs aux organisations bénéficiaires. Dans le rapport, la charge administrative est analysée comme un mécanisme structurel de tri ; elle exclut de manière disproportionnée les organisations informelles, trans-led, non enregistrées ou arabophones qui ne disposent pas du capital bureaucratique et linguistique attendu par les bailleurs.

Conditionnalité géopolitique

L'exigence implicite ou explicite que les organisations adoptent des positions politiques particulières-notamment sur des conflits de guerre comme condition pour recevoir ou maintenir un financement. Le rapport documente des cas où des organisations LGBTQI+ en Tunisie ont perdu des financements européens à la suite d'expressions publiques de solidarité avec la Palestine, et analyse cela comme une forme émergente de filtrage politique dans l'espace philanthropique.

Collectif informel

Groupe organisé fonctionnant sans enregistrement légal. Au Maghreb, l'informalité n'est pas un choix mais une nécessité ; aucune organisation explicitement LGBTQI+ n'a pu s'enregistrer dans aucun des trois pays étudiés. Le rapport soutient que les bailleurs doivent reconnaître les collectifs informels comme bénéficiaires légitimes et accepter des modalités alternatives de redevabilité.

Décolonial (approche)

Cadre analytique et politique qui situe la recherche dans les dynamiques historiques et persistantes du colonialisme, contestant la reproduction des hiérarchies épistémologiques, institutionnelles et financières du Nord. Le rapport adopte une approche féministe, intersectionnelle et décoloniale tout au long, informant à la fois sa méthodologie et sa lecture des inégalités de financement.

Dé-financement

La réduction délibérée ou le retrait du soutien financier aux organisations, programmes ou secteurs. Utilisé dans le rapport pour caractériser la dynamique structurelle affectant les mouvements féministes et LGBTQI+ à l'échelle mondiale depuis 2024, principalement due aux décisions politiques américaines, néerlandaises et suédoises.

Effet domino

L'impact en cascade des coupes budgétaires des bailleurs sur les intermédiaires de regranting, puis sur les organisations locales. Lorsque les bailleurs bilatéraux réduisent leurs allocations, les organisations intermédiaires perdent leur capacité de redistribution, ce qui élimine ou déstabilise à son tour les financements des groupes locaux qui ne peuvent pas accéder directement aux bailleurs internationaux.

Espace civique (rétrécissement)

La contraction systémique des conditions dans lesquelles la société civile peut opérer, incluant les restrictions à la liberté de réunion, d'association et d'expression ; la surveillance et le harcèlement des activistes ; et les réformes juridiques limitant les financements étrangers ou l'activité administrative. Documenté dans les trois pays étudiés, avec l'Algérie présentant le cas le plus extrême.

Financement de base / Financement structurel

Financement non restreint ou à restrictions minimales, pluriannuel, qui soutient les opérations générales et les priorités stratégiques d'une organisation, par opposition aux subventions thématiques. Le rapport identifie la quasi-disparition du financement de base en Afrique du Nord francophone comme l'un des principaux moteurs de la précarité organisationnelle.

Frontier space

Concept utilisé dans le rapport pour décrire comment l'Afrique du Nord apparaît aux fonds féministes et queer ; simultanément priorisée dans les narratifs-répression croissante des anti-droits, violences systémiques, criminalisation-et marginalisée dans l'allocation réelle des ressources.

Gatekeeping

L'ensemble des mécanismes-administratifs, relationnels, linguistiques, géopolitiques et thématiques-qui contrôlent l'accès au financement, à l'information et à la légitimité au sein de l'écosystème philanthropique LGBTQI+. Dans le rapport, le gatekeeping est compris non pas principalement comme le produit de rivalités locales, mais comme un effet structurel des systèmes de financement qui concentrent les ressources et imposent des standards d'éligibilité du Nord.

Hôte fiscal

Organisation légalement enregistrée qui reçoit et gère des fonds au nom d'un groupe non enregistré, fournissant la structure formelle de redevabilité requise par certains bailleurs. Au Maghreb, l'exigence d'un hôte fiscal exclut de facto une grande partie des collectifs informels et non enregistrés.

Intersectionnalité

Cadre analytique développé par les universitaires féministes noires, qui examine comment les systèmes d'oppression qui se chevauchent-incluant la race, la classe, le genre, la sexualité, le handicap et l'histoire coloniale-interagissent pour façonner les vulnérabilités et expériences spécifiques des individus et des communautés. Le rapport applique l'intersectionnalité pour comprendre la marginalisation composée des organisations trans, LBQ+, amazighophones et travailleuses du sexe au sein de l'écosystème de financement.

Invisibilisation forcée

Le processus structurel par lequel les groupes LGBTQI+ en Afrique du Nord sont financés sans être publiquement nommés comme tels, les bailleurs ne pouvant assumer publiquement un soutien explicite aux organisations LGBTQI+ dans des contextes où de telles identités sont criminalisées. Le rapport soutient que cela produit un double effet ; les groupes existent politiquement mais pas administrativement ; les bailleurs financent mais ne peuvent pas rendre leur soutien visible.

Judiciarisation de la dissidence

L'utilisation de mécanismes judiciaires et légaux pour criminaliser l'opposition politique et l'activisme de la société civile. Dans le contexte marocain, le rapport documente la mobilisation de dispositions sur la morale publique, l'atteinte aux bonnes mœurs et la loi sur les associations pour réprimer l'organisation LGBTQI+ dans une logique autoritaire plus large.

Mouvements anti-droits

Coalitions organisées-comprenant des acteurs étatiques, religieux, médiatiques et de la société civile-qui contestent la légitimité des droits LGBTQI+, des agendas féministes et des droits sexuels et reproductifs. Leur influence sur les gouvernements donateurs est identifiée dans le rapport comme un facteur contribuant à la contraction des financements LGBTQI+ à l'échelle mondiale.

Multilinguisme

La capacité des bailleurs, intermédiaires et organisations à opérer en plusieurs langues. Le rapport documente la domination de l'anglais comme standard de facto dans les exigences de reporting, d'audit et de documentation, et identifie l'institutionnalisation du multilinguisme (français, arabe, darija, amazigh) comme une recommandation clé.

Performativité de la vulnérabilité

L'attente implicite des bailleurs que les organisations démontrent un niveau dramatique ou narrativement lisible de risque ou d'oppression pour justifier leur soutien. Le rapport identifie cette dynamique comme une couche supplémentaire de gatekeeping, qui avantage les organisations capables de produire une documentation institutionnelle des risques tout en excluant celles dont la vulnérabilité est réelle mais difficile à mettre en forme dans les formats requis.

Regranting

Le processus par lequel les organisations intermédiaires reçoivent des fonds de grands bailleurs et les redistribuent à des organisations plus petites, souvent non enregistrées ou informelles, qui ne peuvent pas accéder directement aux bailleurs internationaux. Mécanisme central pour atteindre les groupes LGBTQI+ au Maghreb, mais qui crée une dépendance structurelle ; lorsque les bailleurs bilatéraux coupent leurs financements aux intermédiaires, la capacité de redistribution s'effondre.

Résilience

La capacité des organisations LGBTQI+ dans des environnements juridiques et politiques hostiles à maintenir leur activité via des stratégies informelles, fragmentées et adaptatives. Le rapport encadre la résilience non pas comme une propriété naturelle des organisations, mais comme une réponse politique et pragmatique à l'absence de cadres juridiques, bancaires et de financement appropriés.

C. Termes juridiques et réglementaires

Article 230 (Tunisie)

Article du Code pénal tunisien punissant les relations homosexuelles de trois ans d'emprisonnement. Continue d'être appliqué et s'accompagne fréquemment de violations des droits procéduraux, y compris les examens anaux forcés condamnés par les organes internationaux de droits humains.

Article 338 (Algérie)

Article du Code pénal algérien criminalisant l'homosexualité, utilisé conjointement avec d'autres dispositions (art. 333 sur l'atteinte aux bonnes mœurs ; art. 96 sur la réception de fonds étrangers ; art. 87 bis sur le terrorisme) pour cibler les personnes LGBTQI+ et les acteurs de la société civile.

Article 489 (Maroc)

Article du Code pénal marocain punissant les relations entre personnes du même sexe de six mois à trois ans d'emprisonnement. Utilisé conjointement avec les dispositions sur l'outrage public à la pudeur (art. 483), l'atteinte aux bonnes mœurs (art. 484) et les relations sexuelles hors mariage (art. 490).

Examen anal forcé

Examen médical invasif utilisé par les autorités judiciaires en Tunisie pour recueillir des preuves dans le cadre de poursuites au titre de l'article 230. Condamné par Amnesty International et d'autres organes internationaux de droits humains comme équivalant à de la torture.

Loi 12-06 (Algérie)

Loi algérienne régissant les associations, qui impose un régime d'autorisation préalable pour la création d'organisations de la société civile. Permet aux autorités de refuser un agrément pour des motifs vagues liés à l'unité nationale, à l'ordre public ou aux valeurs sociales. Instrument central du contrôle de l'espace civique en Algérie.

Loi 75-00 (Maroc)

Loi marocaine sur les associations permettant aux autorités de refuser l'enregistrement de toute structure jugée contraire à l'ordre public. En pratique, aucune organisation explicitement LGBTQI+ n'a pu s'enregistrer dans ce cadre.

Pegasus / Predator

Logiciels espions commerciaux produits par NSO Group (Pegasus) et d'autres éditeurs (Predator), documentés dans des enquêtes internationales comme ayant été déployés contre des journalistes, activistes, universitaires et défenseur·es des droits humains au Maroc.

D. Organisations, fonds et programmes cités

Astraea Lesbian Foundation for Justice

Fonds féministe international basé aux États-Unis soutenant les mouvements LGBTQI+ dans le monde entier, avec une attention particulière aux communautés sous-financées et marginalisées. Son Regional Analysis of LGBTQI+ Organizing in Southwest Asia and North Africa (2024, co-écrit par Lamyaâ Achary et Nora Noralla) est cité en section 5.4.

Arcus Foundation

Fondation privée américaine qui soutient les droits LGBTQI+ et la conservation. L'une des grandes fondations internationales fournissant un soutien ponctuel aux contextes francophones, mais pas via un prisme régional ou linguistique spécifiquement adapté.

Doria Feminist Fund

Fonds féministe basé au Liban, jouant un rôle croissant en tant que bailleur féministe régional pour les jeunes mouvements féministes queer dans la région MENA.

Égides

Réseau international francophone pour les droits LGBTQI+, dont le siège est à Montréal. L'une des rares initiatives spécifiquement conçues pour répondre aux besoins des mouvements LGBTQI+ francophones. Pilote le projet Tiwiza en Afrique du Nord et a coproduit le rapport GPP francophone de 2023. Éditeur du présent rapport.

EuroMed Rights

Réseau régional de droits humains actif dans l'espace euro-méditerranéen, cité un organisme intermédiaire.

MADRE

Organisation féministe transnationale soutenant les droits humains des femmes et les organisations communautaires, citée dans la typologie des fonds féministes actifs dans la région.

Mama Cash

Fonds féministe néerlandais. L'un des principaux financeurs des mouvements féministes, lesbiennes, bisexuels, trans et intersexes à l'échelle mondiale.

ONSIDE Fund

Fonds féministe soutenant les mouvements LGBTQI+, cité dans la typologie des bailleurs.

Outright International

Organisation internationale de défense des droits humains LGBTQI+ qui a servi d'intermédiaire majeur de regranting. La suspension de plus de 120 sous-subventions LGBTQI+ par Outright International à la suite des coupes de financement américaines est documentée dans le rapport comme une illustration de la fragilité du modèle intermédiaire.

Rutgers International

Organisation néerlandaise de santé sexuelle et reproductive qui a servi d'intermédiaire redistribuant l'APD néerlandaise aux organisations de la société civile à l'échelle mondiale.

Tiwiza

Projet piloté par Égides et financé par Affaires mondiales Canada, ciblant le renforcement de la résilience des mouvements LGBTQI+ au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Principal mécanisme bilatéral canadien cité dans le rapport.

E. Termes géographiques et politiques

Amazigh / Amazighophone

Relatif aux peuples autochtones d'Afrique du Nord et à leurs langues (tamazight, tachelhit, tarifit et autres). Le rapport documente la marginalisation particulière des collectifs LGBTQI+ amazighophones au sein de l'écosystème de financement, où même l'arabe-sans parler du français ou de l'anglais-représente une charge linguistique. Le cas d'étude marocain présenté en section 5.4 concerne un collectif trans-led ancré dans un contexte amazigh.

Darija

Langue arabe maghrébine parlée au Maroc, en Algérie et en Tunisie, avec des variantes nationales distinctes. Distincte de l'arabe standard moderne, la darija n'est généralement pas acceptée comme langue de reporting par les bailleurs internationaux, contribuant à l'exclusion linguistique des organisations de base dans les trois pays étudiés.

Francophonie

L'espace géopolitique et culturel des pays et communautés francophones. Dans le rapport, la francophonie est analysée de manière critique ; elle fonctionne comme un signifiant creux qui n'ouvre pas automatiquement des espaces de financement, et contribue parfois à l'invisibilisation des spécificités nord-africaines en les amalgamant dans des regroupements plus larges. Le rapport documente également comment le français lui-même est relégué au profit de l'anglais dans les circuits de financement internationaux, plaçant les organisations francophones dans une position linguistique doublement désavantagée.

Hirak

Mouvement de protestation populaire algérien actif principalement entre 2019 et 2021. Son démantèlement par l'État algérien a inauguré la période actuelle de répression accrue documentée en section 4.3, incluant l'utilisation systématique de la loi 12-06 pour réprimer la société civile indépendante.

Maghreb

La sous-région ouest de l'Afrique du Nord, comprenant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie tels qu'entendus dans ce rapport.

Sud global / Nord global

Catégorisation géopolitique et économique distinguant les pays à revenus faibles et intermédiaires (Sud global) des pays donateurs à revenus élevés (Nord global). Le rapport utilise ce cadrage pour analyser les inégalités structurelles dans la répartition des financements LGBTQI+.

Répression transnationale

L'extension des pratiques répressives étatiques au-delà des frontières nationales pour cibler les activistes de la diaspora, journalistes et défenseur·es des droits humains. Documentée en lien avec l'Algérie dans le rapport du CIHRS de 2024 et référencée dans l'analyse du rapport sur les contraintes pesant sur la société civile LGBTQI+ algérienne, qui opère en grande partie depuis l'étranger.

Élaboré par : **Lamyaâ Achary, PhD**

Mise en page et illustration : **Boshra**

Envie de collaborer ?

creativeexperience317@gmail.com

Financer sous contrainte

Dynamiques, inégalités et résilience des mouvements LGBTQI+ en Afrique du Nord francophone

Mai 2026